

Pour une refondation des relations franco-algériennes
Ségolène Royal fustige les « relents coloniaux » P4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 16 septembre 2026 / N° 1425 / PRIX 20 DA



Il tiendra une conférence de presse ce jeudi

Hemdani, premier grand oral avant le baptême du feu P16

Face aux tensions dans le Golfe

ALGER ET DOHA RESSERRENT LES RANGS POUR LA PAIX

Face à la montée des tensions dans le Golfe, l'Algérie et le Qatar réaffirment leur engagement en faveur de la paix, de la stabilité et de la désescalade dans la région. Lors d'un entretien téléphonique entre Ahmed Attaf et le Premier ministre qatari, cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al Thani, les deux responsables ont souligné la nécessité de privilégier le dialogue et les efforts diplomatiques pour contenir l'escalade. P3



HYDROCARBURES : POWER INTERNATIONAL HOLDING VEUT ÉLARGIR SON EMPREINTE EN ALGÉRIE P4



Cartes, archives et déchets radioactifs

NUCLÉAIRE FRANÇAIS EN ALGÉRIE, LE MYSTÈRE RESTE ENTIER P4

Ouverture aujourd'hui de la session ordinaire du Parlement PLF 2027, pouvoir d'achat et réformes : les grands enjeux sur la table

Le Parlement entame aujourd'hui une nouvelle session ordinaire qui s'annonce particulièrement dense, au regard du nombre et de l'importance des textes qui seront soumis à l'appréciation des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) et des membres du Conseil de la nation. P16



Pour accompagner la modernisation de la flotte et l'extension du réseau
Air Algérie signe un accord avec ses pilotes

Dans le cadre de la restructuration de son outil opérationnel et de l'amélioration de ses performances commerciales, la direction générale du groupe Air Algérie a signé un accord avec le Syndicat des pilotes de ligne algériens (SPLA). Cette entente vient consacrer le dialogue social engagé au sein de la compagnie nationale et traduit la volonté commune d'accompagner les importantes transformations actuellement engagées par Air Algérie. L'accord intervient à un moment charnière pour la compagnie, qui poursuit un ambitieux programme de renouvellement et de renforcement de sa flotte, tout en travaillant à l'élargissement de son réseau international. Au cœur de cet accord figure l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des pilotes de ligne, ainsi que la mise en place d'un environnement de travail mieux adapté aux exigences de leur métier. Il vise également à renforcer une culture fondée sur l'excellence, la rigueur et le respect des normes les plus élevées en matière de sécurité et de conformité aux standards aéronautiques internationaux. Pour la direction d'Air Algérie, la réussite de sa stratégie d'expansion passe nécessairement par une mobilisation pleine et entière de ses ressources humaines et par l'instauration d'un climat de confiance avec les partenaires sociaux. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique globale et participative qui devrait s'étendre progressivement à l'ensemble des corps professionnels et des filières de l'entreprise. L'objectif est de poursuivre le traitement des différentes plateformes revendicatives, tout en veillant à préserver l'équilibre financier et la pérennité de la compagnie. De son côté, le SPLA a souligné que cet accord repose sur une conviction essentielle : la réussite du processus de modernisation d'Air Algérie ne peut être dissociée de la valorisation de sa ressource humaine. L'organisation syndicale s'est félicitée de l'aboutissement d'un dialogue qu'elle qualifie de responsable, estimant qu'il permet de préserver à la fois les intérêts des personnels navigants techniques et ceux des usagers. Elle considère également cet accord comme une base destinée à consolider un cadre professionnel durable au profit des futures générations de pilotes. En consolidant le climat social au sein de l'entreprise, Air Algérie entend ainsi créer les conditions nécessaires à l'amélioration de sa compétitivité et à la poursuite de son développement, notamment à travers l'élargissement de son réseau et le renforcement du rôle du hub d'Alger dans le paysage du transport aérien international. **Y. R.**

ALGÉRIE-MALI

La presse malienne met le curseur sur l'embellie diplomatique

En parallèle de la satisfaction affichée par les cercles officiels, la presse malienne a pris le relais pour mettre en lumière l'embellie diplomatique entre l'Algérie et le Mali, à l'aune de la visite du Premier ministre, Sifi Ghrieb, à Bamako.

Une visite saluée comme il se doit par les médias locaux, mais aussi régionaux, qui y voient le signe d'un rapprochement diplomatique stratégique et un signal fort de la volonté commune affichée par les deux pays de bâtir une nouvelle relation fondée sur le dialogue, la coopération et la concertation. Pour la presse malienne, il ne s'agit pas d'une simple visite protocolaire, mais d'une étape de réconciliation et de relance stratégique avec Alger. Partant, les différents titres et commentaires ont convergé sur l'ouverture d'une nouvelle séquence diplomatique, avec la volonté affichée de tourner la page des tensions et de relancer les mécanismes de coopération. Ainsi, « Mali-Algérie : la visite de Sifi Ghrieb ouvre une nouvelle dynamique de coopération », a titré Mali-jet, qui insiste sur les entretiens du Premier ministre avec son homologue malien, Abdoulaye Maïga, ainsi qu'avec le président de la transition, le général d'armée Assimi Goïta. Le

portail malien a mis en avant les secteurs susceptibles de porter ce nouveau partenariat, essentiellement l'économie, les investissements, l'agriculture, l'énergie, la sécurité et bien d'autres domaines. Malikweb, pour sa part, a souligné la « portée symbolique » du déplacement de Sifi Ghrieb, premier chef de gouvernement algérien à se rendre au Mali depuis 2016. Sous le titre « Dix ans après, Bamako et Alger scellent leur réconciliation », le média a insisté sur le message du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, transmis à Assimi Goïta. Par ailleurs, le site d'information Bamada a indiqué que cette visite s'inscrivait dans le cadre de la poursuite d'un processus de rapprochement engagé avec le déplacement du Premier ministre malien à Alger en août dernier. Celle-ci a été présentée comme « un symbole d'un nouvel élan diplomatique ». De son côté, l'ORTM, autre média public local, n'a pas manqué d'aborder l'événement sur un ton positif, le pré-



sentant comme une étape dans la redynamisation des relations entre les deux pays, liés par une histoire commune ainsi que par des intérêts sécuritaires et économiques.

Un rapprochement salué au-delà du Mali

Du côté de la presse africaine et régionale, l'accent est davantage placé sur le caractère « pragmatique » de ce nouveau rapprochement. « Sifi Ghrieb remet une couche sur le nouveau rapprochement pragmatique entre Alger et Bamako », a titré le média panafricain Afriqinfos, qui souligne la volonté des deux voisins

de faire passer leurs relations à un « niveau supérieur » en s'appuyant sur la coopération. ActuNiger a adopté une lecture plus régionale de cette visite, la présentant comme une étape destinée à « acter la réconciliation ». Le média nigérien explique que ce rapprochement émane de la volonté de l'Algérie de renforcer ses relations avec les pays du Sahel. Enfin, le média russe Sputnik Africa a relevé une « redynamisation des relations fraternelles et séculaires » entre Alger et Bamako, insistant sur le caractère politique de ce rapprochement et sur la volonté affichée par les deux parties de renouer un dialogue direct. **N. B.**

ELECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

Le RND appelle à une forte mobilisation

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a appelé hier à une mobilisation collective afin d'assurer la réussite des élections locales du 28 novembre 2026 et, surtout, de favoriser une hausse du taux de participation. Lors d'une conférence de presse tenue au siège du parti, à la veille de l'ouverture de la 10^e législature, le responsable politique a assuré que le RND abordera ce rendez-vous électoral avec la même « détermination » et la même « force » que celles affichées lors des dernières élections législatives. Pour le SG du RND, la préparation de ces échéances passe d'abord par l'ouverture des listes du parti à toutes les compétences susceptibles de contribuer à la gestion des assemblées locales. Bouden a ainsi précisé que les candidatures étaient ouvertes aux militants répondant aux critères de « compétence » et d'« intégrité », mais également aux compétences et cadres à la retraite. Une ouverture destinée, selon lui, à permettre aux collectivités locales de tirer profit de l'expérience de responsables ayant déjà exercé des fonctions d'encadrement et de gestion. Évoquant le rôle de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Monder Bouden a estimé que le renouvellement intervenu récemment au sein de cette instance constitutionnelle et de

ses délégations locales lui avait donné « un nouveau souffle ». Il s'est notamment référé aux rencontres du président de l'ANIE, Saâd Arous, avec les chefs des partis politiques en prévision des prochaines élections locales, y voyant la preuve d'une « volonté sincère » de mener à bien ce rendez-vous. Le secrétaire général du RND souhaite que ce dialogue avec l'Autorité se poursuive tout au long de l'année et que les échanges engagés produisent des résultats concrets sur le terrain. Il a, dans ce contexte, appelé à une application « rigoureuse et unifiée » de la loi dans l'ensemble des délégations de wilaya de l'ANIE, afin de préserver les droits des candidats et de garantir l'équité entre les différentes formations politiques. Abordant ensuite les principaux dossiers de l'actualité nationale, Monder Bouden a réaffirmé la position de son parti concernant la décision de l'Algérie de rompre ses relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis. Le SG du RND a qualifié cette décision de souveraine, estimant qu'elle touche directement à la sécurité nationale et à la stabilité de l'État. Selon lui, le soutien exprimé à cette décision par une large partie de la population et de la classe politique traduit une convergence autour de la défense des intérêts supérieurs du pays. « L'Algérie ne s'immisce pas dans les affaires internes des États et ne leur

créé jamais des crises », a-t-il soutenu, expliquant que la décision d'Alger était intervenue après l'épuisement de toutes les voies diplomatiques et plusieurs mises en garde. Il a ainsi rejeté toute lecture présentant cette rupture comme une décision précipitée ou conjoncturelle, affirmant qu'elle répondait à une nécessité dictée par la défense de la souveraineté nationale, laquelle, a-t-il insisté, ne saurait faire l'objet de divergences politiques. Dans le même contexte, Monder Bouden a évoqué l'action de l'Algérie dans la région du Sahel, estimant que les initiatives engagées récemment témoignaient de la vigilance d'Alger et de sa volonté de contribuer à la préservation de la sécurité et de la paix régionales. Il a mis en avant une coopération sécuritaire qu'il qualifie de stratégique, inscrite, selon lui, dans une approche visant à protéger les intérêts de l'Algérie tout en contribuant à la stabilité de son environnement régional. S'agissant des incendies qui ont récemment touché plusieurs wilayas du pays, le SG du RND a salué l'élan de solidarité suscité par cette situation, notamment envers les familles sinistrées. Il a également salué les mesures d'urgence décidées par le président de la République et appelé les autorités locales à veiller à leur mise en œuvre effective, notamment en matière d'indemnisation des personnes tou-

chées. Au-delà de la réponse à l'urgence, Monder Bouden a plaidé pour un renforcement de l'approche préventive dans la lutte contre les incendies de forêt. Pour lui, l'anticipation et la prévention doivent occuper une place centrale dans les politiques publiques afin de limiter les pertes humaines et matérielles lors de catastrophes de ce type. Revenant sur le débat relatif au dégel de l'application de la peine de mort à l'encontre des pyromanes, Monder Bouden a réaffirmé la position de son parti, qui considère cette mesure comme une réponse judiciaire coercitive pouvant être appliquée à ceux qui mettent délibérément en danger la vie d'autrui. Le responsable du RND a également évoqué la récente saisie d'importantes quantités de psychotropes et de drogues, estimant que l'ampleur du phénomène révèle une menace qui dépasse la seule dimension criminelle. « Les choses sont claires : ce phénomène est au cœur de conspirations visant la société et menaçant la sécurité de l'Algérie. D'où l'impératif de faire bloc, peuple, classe politique et médias, face à cette menace », a-t-il alerté. Pour Monder Bouden, la lutte contre ces fléaux impose ainsi une mobilisation collective et une coordination accrue de l'ensemble des acteurs, afin de préserver la société et de renforcer la sécurité nationale. **R. N.**

L'EXPRESS

Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

FACE AUX TENSIONS DANS LE GOLFE

Alger et Doha resserrent les rangs pour la paix

Face à la montée des tensions dans le Golfe, l'Algérie et le Qatar réaffirment leur engagement en faveur de la paix, de la stabilité et de la désescalade dans la région. Lors d'un entretien téléphonique entre Ahmed Attaf et le Premier ministre qatari, cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al Thani, les deux responsables ont souligné la nécessité de privilégier le dialogue et les efforts diplomatiques pour contenir l'escalade. Alger a, à cette occasion, salué le rôle central de Doha dans les initiatives visant à favoriser l'apaisement régional.

PAR NASSIM TERKI

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, s'est entretenu hier, par téléphone avec le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'État frère du Qatar, cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al Thani, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Les échanges ont principalement porté sur les derniers développements de la situation régionale, notamment les efforts engagés en faveur de l'apaisement et de la désescalade dans le Golfe. À cette occasion, Ahmed Attaf a salué le rôle central joué par le Qatar dans les efforts visant à favoriser l'apaisement dans la région. Il a également réitéré la condamnation de l'Algérie des violations flagrantes de la souveraineté des pays de la région, ainsi que des agressions ciblant leur intégrité territoriale. L'Algérie et le Qatar, qui ont de longue date œuvré en faveur de la paix et de la stabilité dans la région, ont réaffirmé leur attachement à la désescalade et au règlement pacifique des crises. Les deux pays ont constamment privilégié le dialogue et les voies diplomatiques pour contribuer à l'apaisement des tensions et préserver la sécurité et la stabilité régionales. L'entretien a également permis aux deux res-



ponsables de faire le point sur les relations entre l'Algérie et le Qatar. Ils se sont félicités de la dynamique positive que connaît la coopération bilatérale dans plusieurs domaines et ont réaffirmé leur volonté commune de poursuivre son renforcement et d'en élargir les perspectives, dans l'intérêt commun des deux pays frères. Les préparatifs de la 6e session de la Grande Commission mixte algéro-qatarie ont, par



ailleurs, été au centre des discussions. Les deux parties ont souligné l'importance de cette échéance pour insuffler une nouvelle dynamique à la coopération entre Alger et Doha et lui ouvrir de nouvelles perspectives. Cette réunion, ont-ils relevé, devra ainsi contribuer à répondre aux attentes des dirigeants et des peuples des deux pays frères et à consolider davantage les relations bilatérales. ■

DÉTENU SANS PROCÈS DEPUIS PRÈS DE DEUX ANS

Hussam Abu Safiya, le médecin que l'entité sioniste veut faire taire

Arrêté le 27 décembre 2024 après avoir refusé d'abandonner ses patients malgré les ordres d'évacuation de l'hôpital Kamal-Adwan, dans le nord de la bande de Gaza, le pédiatre et directeur de l'établissement, Hussam Abu Safiya, est détenu depuis près de deux ans par Israël sans procès. Son cas suscite une mobilisation internationale croissante, alors que son état de santé serait devenu critique et que son avocat fait état de graves mauvais traitements et de violences en détention. Figure du personnel médical palestinien, Abu Safiya s'était fait connaître dans le monde entier à travers une image devenue emblématique de la guerre à Gaza. Le 27 décembre 2024, alors que l'hôpital Kamal-Adwan était encerclé par les forces israéliennes, le médecin, vêtu de sa blouse blanche, avait été photographié avançant seul vers les chars israéliens. Le cliché, réalisé par le photographe gazaoui Muhannad Almuqayed, avait rapidement symbolisé le refus du personnel médical palestinien d'abandonner les malades et les blessés malgré les bombardements et la destruction progressive du système de santé de l'enclave. Quelques semaines auparavant, le médecin avait déjà payé un lourd tribut. Le 25 octobre 2024, son fils Ibrahim, âgé de 21 ans, avait été tué lors d'une attaque israélienne contre l'hôpital. Malgré cette tragédie, Abu Safiya avait continué à exercer ses fonctions et à prendre en charge les patients, alors que Kamal-Adwan était devenu l'un des derniers établissements de santé encore opérationnels dans le nord de Gaza. Après son arrestation, le médecin a été placé en détention en vertu de la législation israélienne relative aux « combattants illégaux », un régime permettant la détention sans inculpation ni procès. Depuis, il aurait été transféré entre plusieurs centres de détention et soumis à des conditions particulièrement éprouvantes. Son avocat, Nasser Odeh, qui n'a pu lui rendre visite que deux fois sur une longue période, affirme avoir constaté lors de sa dernière visi-

te, le 2 juillet 2026, des signes préoccupants de violences physiques et une importante dégradation de son état de santé. Selon les témoignages rapportés par son avocat et plusieurs organisations de défense des droits humains, Abu Safiya aurait perdu une trentaine de kilos, souffrirait de difficultés respiratoires, de blessures à la tête et au visage et présenterait des ecchymoses et des traces de coups. Il aurait également été soumis à des périodes d'isolement, à une privation de lumière naturelle et à des violences répétées. Après une audience judiciaire en juin, il aurait notamment été agressé par plusieurs gardiens à coups de poing, de matraques et de barres métalliques, sans recevoir ensuite les soins médicaux nécessaires. Lors de sa dernière rencontre avec son avocat, le médecin aurait exprimé la crainte qu'il s'agisse de leur ultime entretien : « C'est la dernière fois que vous me voyez, ils m'ont amené ici pour me tuer », aurait-il déclaré. Son avocat a demandé son transfert vers un autre lieu de détention ainsi qu'un accès urgent à des soins médicaux spécialisés, dénonçant les conditions dans lesquelles son client est maintenu. La justice israélienne a, pour sa part, décidé de prolonger sa détention. Le 16 juin 2026, la Cour suprême israélienne a rejeté son recours et ordonné son maintien en détention au moins jusqu'en octobre. Le cas d'Abu Safiya a depuis pris une dimension internationale. Le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a conclu, le 6 juillet 2026, que sa détention était arbitraire et constituait une violation de plusieurs dispositions du droit international relatif aux droits humains. Il a demandé sa libération immédiate, estimant également que son cas pouvait être révélateur d'une pratique plus large et systématique de détentions arbitraires. La Commission d'enquête de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ont également appelé à sa libération immédiate et inconditionnelle. Amnesty International a, de

son côté, exprimé sa profonde inquiétude concernant les mauvais traitements, les privations de sommeil et les menaces dont le médecin ferait l'objet. L'organisation réclame sa libération ainsi que celle des autres Palestiniens détenus arbitrairement, tout en appelant les autorités israéliennes à lui garantir une protection totale, des soins médicaux urgents et l'accès à des observateurs indépendants. La mobilisation dépasse désormais les organisations internationales. Des manifestations ont été organisées dans plusieurs villes, notamment à Londres, Bruxelles et Milan. Aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et ailleurs, des responsables politiques et des militants réclament également sa libération. La représentante américaine Maxine Dexter a appelé à mettre fin à ce qu'elle décrit comme une cruauté infligée à un médecin ayant choisi de rester auprès de ses patients. En France, Jean-Luc Mélenchon a lui aussi dénoncé la détention du pédiatre palestinien et appelé Benjamin Netanyahu à le libérer. Son fils Elyas a, à son tour, alerté l'opinion internationale sur la situation de son père, le décrivant comme désormais incapable de respirer et de parler normalement et portant les marques des violences qu'il aurait subies en détention. Au-delà du sort individuel de Hussam Abu Safiya, son affaire est devenue emblématique du sort réservé au personnel médical palestinien depuis le début de la guerre à Gaza. Son arrestation après avoir refusé de quitter un hôpital menacé de destruction, la mort de son fils dans l'établissement, son maintien en détention sans procès et les accusations de mauvais traitements ont fait de lui une figure de la résistance du corps médical palestinien. Alors que les appels à sa libération se multiplient et que des instances internationales qualifient sa détention d'arbitraire, son sort demeure suspendu aux décisions des autorités israéliennes, faisant de lui l'un des visages les plus marquants de la tragédie du système de santé à Gaza. ■

Éditorial l'EXPRESS

LE MOYEN-ORIENT, PIÉGÉ DANS SES CYCLES DE VIOLENCE

PAR BOUALEM

Le Moyen-Orient semble condamné à une instabilité qui se nourrit d'elle-même. Les foyers de tension se multiplient et s'entretiennent, sans que personne ne parvienne réellement à trouver une issue. Au Yémen, les Houthis ont multiplié les assauts contre l'Arabie saoudite ces derniers jours. Ils ont consolidé leur emprise sur le détroit de Bab el-Mandeb en s'emparant de positions clés le long de la côte de la mer Rouge, dont le port de Mocha et l'île de Perim. Cette avancée intervient alors que le détroit d'Ormuz reste sous pression et que Riyad a dû réorienter une partie de ses exportations pétrolières. Les échanges de tirs reprennent, les alertes retentissent dans plusieurs villes saoudiennes, et la trêve de 2022 paraît plus fragile que jamais. Ce front, longtemps en sourdine, se rallume au moment où la région entière est déjà saturée de crises. À Gaza, la situation reste bloquée. Les combats majeurs ont cessé, mais les frappes israéliennes continuent, la reconstruction piétine et les camions d'aide humanitaire restent le seul thermomètre d'une vie quotidienne réduite à la survie. En Cisjordanie, la violence des colons s'intensifie. Des dirigeants occidentaux multiplient les condamnations, mais ces déclarations peinent à masquer le décalage avec les faits sur le terrain. L'expansion des colonies et l'intégration progressive de milices de colons dans le dispositif de sécurité israélien ne sont pas des dérives isolées. Elles s'inscrivent dans une logique plus large qui transforme le territoire en zone de confrontation permanente. Au sud du Liban, la destruction des villages, le déplacement des populations et l'atteinte aux terres agricoles se poursuivent sous des regards détournés. Les images circulent, les chiffres s'accumulent et, pourtant, le silence relatif qui entoure ces opérations contraste avec l'attention portée aux fluctuations du pétrole ou aux routes commerciales. En Syrie, les incursions israéliennes se multiplient. Benjamin Netanyahu a affirmé un contrôle absolu sur une zone allant du mont Hermon jusqu'à la rivière Yarmouk. Damas dénonce une violation de sa souveraineté et appelle au retour à l'accord de désengagement de 1974. Les raids, les opérations de recherche et l'occupation de positions se poursuivent, alors même que le pays tente de se reconstruire après la chute d'Assad. Entre l'Iran et les États-Unis, les signaux restent contradictoires. Donald Trump a dit être ouvert à des discussions, mais Téhéran refuse tout dialogue tant que ses conditions ne sont pas remplies. Les questions de réparations, de levée des sanctions et de gestion du détroit d'Ormuz restent au centre des désaccords. Les pourparlers avancent par à-coups, se brisent, reprennent, sans jamais lever la menace qui pèse sur le trafic maritime et les marchés énergétiques mondiaux. Tous ces théâtres se nourrissent les uns des autres et les populations paient le prix le plus lourd. Déplacements, destructions, silence relatif face à certaines souffrances, attention sélective face à d'autres : le Moyen-Orient n'est pas seulement le théâtre de guerres successives. Il est devenu le lieu où chaque conflit en engendre un autre, où les trêves ne sont que des pauses plutôt que de véritables solutions, et où la stabilité durable semble toujours reportée à demain.

CARTES, ARCHIVES ET DÉCHETS RADIOACTIFS

Nucléaire français en Algérie, le mystère reste entier

Il y a un peu plus de soixante ans, la France coloniale faisait exploser sa première bombe atomique dans le désert algérien. C'était l'opération « Gerboise bleue », réalisée le 3 février 1960 à 7 h 04 à Hammoudia, près de Reggane. Ce premier essai nucléaire atmosphérique a été suivi de 16 autres dans le Sahara algérien entre 1960 et 1966.

PAR MAHDI B.

La France a ainsi testé sa toute première bombe atomique en Algérie, dans une région du Sahara habitée par des populations locales. Cet essai nucléaire, ainsi que les expérimentations qui ont suivi, ont eu des conséquences néfastes aussi bien sur les populations que sur l'environnement. Ce dossier a été rouvert ces derniers jours en France, où la ministre française déléguée aux Armées et aux Anciens combattants a été interrogée sur ce que la France avait fait pour remettre les cartes des anciens sites d'essais aux autorités algériennes et sur les mesures prises pour protéger les populations locales. Récemment, dans un communiqué signé par l'Observatoire des armements et ICAN France, les autorités françaises ont été interpellées sur la transparence et la responsabilité entourant ce dossier. Les deux organisations leur demandent notamment de rendre public le dossier remis aux autorités algériennes, ainsi que l'ensemble des cartes et informations détenues par la France concernant les déchets enfouis et les zones radiologiquement contaminées. Elles demandent également la mise en place d'un groupe de travail spécifique chargé d'établir, dans les meilleurs délais, un état des lieux complet et de formuler des recommandations pour la prise en charge sanitaire des victimes ainsi que pour la réparation des conséquences des essais nucléaires. Le 3 septembre dernier, la députée écologiste Sabrina Sebaihi a, de son côté, saisi par écrit la ministre déléguée aux Armées et aux Anciens combattants sur ce dossier. Dans sa réponse, datée du 8 septembre 2026,

le ministère français des Armées a reconnu qu'un dossier consacré aux conséquences des essais nucléaires avait été remis aux autorités algériennes lors de la visite officielle d'Emmanuel Macron en Algérie, du 25 au 27 août 2022. Il est à rappeler qu'entre 1960 et 1966, la France a réalisé 17 explosions nucléaires et 35 autres expérimentations nucléaires dans le Sahara algérien, principalement à Reggane et à In Ekker. Lorsque la France a quitté ces territoires, elle a rapatrié ses archives, tout en laissant sur les anciens sites d'expérimentation des déchets radioactifs et non radioactifs. Le rapport « Sous le sable, la radioactivité », publié en 2020 par ICAN France et l'Observatoire des armements, a notamment documenté la question des matériaux et des déchets abandonnés dans ces zones. Depuis des années, les autorités algériennes réclament à la France la communication des cartes, plans et archives permettant de localiser précisément les zones contaminées ainsi que les déchets enfouis. « Si toutes les informations disponibles ont déjà été rassemblées dans un dossier remis à Alger en 2022, pourquoi ces documents restent-ils inaccessibles au public ? », s'interrogent les organisations signataires du communiqué. Les rédacteurs du communiqué soulèvent également plusieurs interrogations : s'agit-il des archives originales françaises ou de reproductions ? Quelles cartes ont été transmises ? Quels documents décrivent les zones contaminées ? Les emplacements des déchets enfouis y sont-ils précisément cartographiés ? Les données radiologiques et environnementales disponibles ont-elles également été communiquées ? En

réalité, la problématique des essais nucléaires français en Algérie, contrairement à celle des sites d'essais dans le Pacifique, notamment à Mururoa, reste entière. Les autorités françaises n'ont, jusqu'à aujourd'hui, jamais manifesté clairement leur intention de fournir aux autorités algériennes l'ensemble des plans des sites, des cartes et des informations nécessaires à l'identification des zones à décontaminer. Dans sa lettre adressée à la ministre française déléguée aux Armées, Alice Rufo, la députée Sabrina Sebaihi rappelle que les autorités françaises ont abandonné une partie du matériel et enfoui des déchets de différentes natures, dont certains sont radioactifs. La députée cite notamment le site de la montagne du Taourirt Tan Afella, affecté par l'explosion nucléaire souterraine « Béryl » du 1er mai 1962, qui « n'a pas été contenue et a entraîné une contamination importante de militaires français, de ministres présents sur place ainsi que des populations vivant à proximité ». Afin de mener pleinement les opérations de sécurisation et de réhabilitation environnementale, poursuit Sabrina Sebaihi, les autorités algériennes ont besoin des cartes et plans détaillés relatifs aux déchets enfouis, ainsi que de données précises concernant les zones radioactives. D'où la question qu'elle a directement adressée à la ministre déléguée aux Armées : quelles sont les raisons qui font que la France ne transmet pas ces informations essentielles à la protection des populations et à la réhabilitation de l'environnement ? La députée a également demandé à savoir si le gouvernement français envisageait de procéder à la communication de ces données aux autorités algériennes.



nes. Dans sa réponse à la députée d'origine algérienne, la ministre française n'a pas fourni de plus amples informations sur ce dossier, se limitant à rappeler des éléments déjà connus des spécialistes de la question. Elle indique notamment que la France a transmis à l'AIEA une synthèse des éléments relatifs à la localisation des expériences et aux techniques utilisées. Elle affirme également qu'un état radiologique des sites a été communiqué pour la période 1966-1967, ainsi que son extrapolation en 1999. Selon la ministre française, le rapport préliminaire de l'AIEA a été rendu public en 2005, après amendements et accord des autorités algériennes. En 2001, ajoute-t-elle, un rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques présentait les incidences environnementales et sanitaires des essais nucléaires effectués par la France entre 1960 et 1996, ainsi que des éléments de comparaison avec les essais réalisés par les autres puissances nu-

cléaires. En 2008, poursuit Alice Rufo, un groupe de travail franco-algérien composé d'experts a été mis en place avec pour mission d'étudier la question de la réhabilitation des anciens sites d'essais nucléaires au Sahara, avec pour « préoccupation première, la protection des personnes et de l'environnement ». L'Algérie et la France traitent ce sujet « au plus haut niveau », a assuré la ministre déléguée, soulignant que lors de sa visite en Algérie en 2022, Emmanuel Macron avait remis au président algérien Abdelmadjid Tebboune un dossier réunissant toutes les cartes et informations dont la France dispose concernant les déchets enfouis et les zones marquées radiologiquement. Mais si la France affirme avoir remis à l'Algérie l'ensemble des informations dont elle dispose, pourquoi est-elle aujourd'hui interpellée par les ONG sur la question de la transparence et accusée de maintenir des zones d'ombre autour de ses essais nucléaires dans le sud de l'Algérie ? ■

POUR UNE REFONDATION DES RELATIONS FRANCO-ALGÉRIENNES

Ségolène Royal fustige les « relents coloniaux »

PAR NASSIM T.

La candidate à la présidentielle française de 2027, Ségolène Royal, hausse le ton contre l'instrumentalisation de l'Algérie dans le débat politique français. Elle dénonce la persistance de discours nourris par des « relents coloniaux » et l'« algérophobie », alors que la France fait face, selon elle, à des problèmes autrement plus urgents. Dans un entretien exclusif accordé à l'émission « C Show » de la chaîne Algeria International, diffusé dimanche soir, l'ancienne ministre française a estimé qu'une partie de la classe politique continue de regarder l'Algérie à travers le prisme du passé colonial, au détriment des préoccupations quotidiennes des Français. Elle a notamment cité la question du pouvoir d'achat et les difficultés sociales qui touchent le pays. « Ce n'est pas la chasse au voile qui fera baisser le prix de l'essence, ce n'est pas la chasse au voile qui permettra d'éradiquer les crimes d'exploitation sexuelle des enfants », a-t-elle lancé. Ségolène Royal a expliqué qu'elle se devait de réagir en tant que présidente de l'association France-Algérie, dont l'objectif est de rapprocher les deux rives

et de favoriser le renouvellement des partenariats entre les deux pays. Elle a également dénoncé la décision d'un ancien Premier ministre, aujourd'hui candidat à la présidentielle, concernant les accords de 1968. Selon elle, leur remise en cause s'est faite sans explication suffisante sur les raisons et les circonstances de cette démarche, alors que cette question ne constitue pas, à ses yeux, une priorité pour les Français.

« Je ne permettrai pas l'instrumentalisation »

Pour Ségolène Royal, les relations avec l'Algérie doivent être abordées dans leur ensemble et dans l'intérêt des deux pays. Elle a surtout prévenu qu'elle s'opposerait à toute instrumentalisation de l'Algérie durant la prochaine campagne présidentielle française. « Je ne le permettrai pas et je serai extrêmement vigilante, parce que je pense que c'est aussi dans l'intérêt de la France », a-t-elle affirmé. Dans ce cadre, la candidate a relevé que plusieurs pays cherchent, au contraire, à consolider leurs relations économiques avec l'Algérie. Elle a cité l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et les États-Unis, estimant

que la France ne pouvait continuer à « insulter » un pays avec lequel elle partage pourtant des intérêts communs. Elle s'en est également prise à une classe politique française qui, selon elle, reste prisonnière du passé colonial pour tenter de gagner des voix. Une stratégie qu'elle juge contraire aux intérêts de la France. Elle a aussi critiqué l'attitude de Paris à l'égard des pays de la rive sud de la Méditerranée, estimant que la France devrait éviter de raviver les différends entre pays voisins et privilégier le dialogue ainsi que la recherche de solutions face aux défis qui touchent l'espace méditerranéen. Ségolène Royal a accusé une partie de la classe politique française de détourner le débat des véritables priorités en recherchant des boucs émissaires. Elle a particulièrement mis en cause ceux qui ont exercé le pouvoir et qu'elle accuse d'avoir mal géré le pays. Elle estime que ces responsables doivent désormais assumer les conséquences de leur bilan, qu'elle qualifie de « catastrophique ». Pour elle, l'enjeu est de remettre l'État en ordre de marche et de demander des comptes à ceux qui ont gouverné. La candidate à la présidentielle de 2027 affirme par

ailleurs que les diplomates français connaissent les conséquences d'une politique hostile envers l'Algérie. Ils savent, selon elle, qu'une telle orientation ne sert pas les intérêts français, mais leurs analyses ne seraient pas suffisamment entendues par les responsables politiques. Elle défend ainsi la possibilité d'une véritable coopération entre les deux pays et estime qu'une partie de la classe politique française n'a pas pris la mesure des transformations intervenues en Algérie, notamment sur le plan économique. Elle met également en avant une jeunesse algérienne « très bien formée » et insiste

sur la souveraineté diplomatique de l'Algérie, que la France aurait encore du mal à appréhender en raison de « l'ancienne relation coloniale ». Ségolène Royal considère désormais comme urgent de rétablir de bonnes relations avec l'Algérie. Elle rappelle que le pays est le plus vaste d'Afrique par sa superficie et constitue, selon elle, une porte d'entrée importante vers le continent africain, mais aussi un partenaire potentiel dans le domaine du renseignement. « Je travaillerai à cela », a-t-elle assuré, en évoquant son intention de contribuer à une reconstruction des relations entre les deux pays. ■

Hydrocarbures

Power International Holding veut élargir son empreinte en Algérie

Le groupe qatari Power International Holding souhaite renforcer sa présence en Algérie et étendre ses investissements dans le secteur des hydrocarbures. Lors d'une rencontre à Alger avec le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, son directeur général, Ramez Al-Khayyat, a exprimé son intérêt pour de nouveaux projets avec Sonatrach, notamment dans l'amont et l'aval pétroliers et gaziers, le transport, le raffinage et la pétrochimie. Arkab a invité le groupe qatari à participer à l'Algerian Bid Round 2026 et à profiter des opportunités offertes par la législation algérienne. Des discussions techniques doivent prochainement préciser les projets de partenariat.

RENTREE SCOLAIRE 2026-2027

Évaluation, QR Code, tamazight :
ce qui change à l'école

La Direction générale de l'enseignement du ministère de l'Éducation nationale a rendu public, ce lundi, la circulaire-cadre régissant la rentrée scolaire 2026-2027. Ce document fixe l'ensemble des dispositions organisationnelles, pédagogiques et administratives destinées à garantir un retour en classe optimal. À travers cette circulaire, le ministère vise à assurer une rentrée rigoureuse et un accueil optimal des élèves. L'objectif est d'offrir une année réussie en renforçant la réussite scolaire et l'égalité des chances, pour transmettre aux élèves les compétences et valeurs nécessaires face aux évolutions scientifiques et technologiques.

PAR MERIEM K.

Soucieux de lutter efficacement contre le décrochage scolaire, le ministère de l'Éducation nationale a appelé les responsables du secteur à prendre les mesures adéquates et déployer toutes les mesures requises pour endiguer ce phénomène. À cet effet, il ordonne l'organisation d'une évaluation diagnostique au profit de l'ensemble des élèves dès la première semaine de classe. Dispositif clé de la rentrée, ce bilan permettra de mesurer la maîtrise des apprentissages fondamentaux et de déceler d'éventuelles lacunes pour mettre en place, sans délai, des programmes de soutien et de remédiation ciblés. Parallèlement, la tutelle insiste sur l'importance d'un accompagnement personnalisé pour les élèves en difficulté ou exposés à un risque d'abandon, garantissant ainsi le renforcement de leurs acquis et leur maintien dans le parcours scolaire. Sur le plan de l'évaluation pédagogique, la circulaire préconise l'association de notes chiffrées et d'appréciations descriptives pour l'examen d'évaluation des acquis du cycle primaire. Cette approche offre une vision fidèle des compétences acquises, permettant aux enseignants comme aux parents de cibler les forces et les faiblesses de l'élève pour mieux orienter le soutien. Dans cette dynamique, le ministère prévoit d'adapter les mécanismes d'évaluation aux nouveaux programmes, d'harmoniser les outils au regard des compétences fondamentales à



valider, et de former les enseignants à la conception d'épreuves axées sur l'approche par compétences. Par ailleurs, l'exploitation systématique des évaluations diagnostiques et trimestrielles devient obligatoire pour construire des plans de remédiation pédagogique. Les responsables d'établissements devront élaborer des analyses détaillées contenant des indicateurs de performance, réussite, lacunes pour transmettre ensuite, une copie à la Direction générale de l'enseignement qui sera exploitée dans la proposition de mesures correctives, l'élaboration de programmes de soutien et la conception de plans de remédiation péda-

gogique. La circulaire ministérielle met un accent particulier sur l'inclusion scolaire, en insistant sur la prise en charge adaptée des élèves à besoins spécifiques ainsi que des enfants hospitalisés ou contraints à de longs soins. Parallèlement, pour la promotion de l'intégrité des examens officiels, le ministère a plaidé pour l'intensification des campagnes de sensibilisation auprès des élèves, des parents et de l'ensemble de la communauté éducative sur les risques éducatifs, moraux et juridiques de la fraude. En complément, des dispositifs organisationnels et des outils numériques de pointe seront déployés pour pré-

venir toute irrégularité et garantir la pleine crédibilité des évaluations et des examens officiels.

Renforcement de
l'enseignement de tamazight
et de l'éducation artistique

Certes que l'enseignement de la langue tamazight demeure facultatif et subordonné à une « demande sociale » selon la loi d'orientation sur l'éducation nationale° 08-04, le ministère de. Le ministère a appelé à veiller à l'ouverture de nouvelles classes dans les wilayas. Arrêter la structure des groupes pédagogiques concernés par l'enseignement de l'éducation artistique, dans ses deux volets plastique et musical, à travers les différents établissements d'enseignement des trois cycles du primaire au secondaire, tout en poursuivant l'extension des classes préparatoires afin de garantir l'égalité des chances. Sur le plan des réformes horaires et disciplinaires, la circulaire met en

application l'arrêté n° 16 du 27 juillet 2026 modifiant les matières et volumes horaires du primaire, ainsi que l'arrêté n° 19 de la même date relatif aux programmes, horaires et coefficients du cycle moyen. Notons qu'au niveau du primaire, les nouvelles dispositions introduisent l'enseignement exclusif de la langue anglaise dès la 3e année, repoussant l'initiation au français à la 4e année.

Suivi des absences
via le code QR

Le ministère accélère la transformation numérique de l'école. Le département de M. Saadaoui a appelé à la généralisation de l'usage des outils numériques dans la gestion de la vie scolaire en citant en particulier le suivi électronique des absences via QR Code. Ce système s'interface directement avec l'espace dédié aux familles, permettant aux parents de recevoir une notification instantanée en cas d'absence non justifiée de leur enfant, tout en leur offrant un accès direct aux emplois du temps, aux calendriers d'évaluation et aux bulletins de notes. De plus, la dématérialisation s'étend aux démarches administratives internationales avec l'adoption de la certification numérique par Apostille.

Parallèlement, l'école réaffirme sa volonté de promouvoir l'excellence et l'épanouissement global des élèves. Un dispositif spécifique est instauré pour détecter et accompagner les talents et élèves doués. Dans cette optique, deux compétitions phares sont reconduites. Il s'agit de la 2e édition du concours national Inter-lycées » et la 2e édition du Prix de l'innovation scolaire. La réussite de ces mesures, ajoute le document, exige l'implication de tous les acteurs de la communauté éducative et le renforcement du partenariat avec les parents d'élèves et les partenaires sociaux. ■

ÉDUCATION

Parution du N° 01 de la revue
«Al Ibtikar Altarbaoui »



L'Institut national de recherche en éducation (INRE) a publié le premier numéro de la revue «Al Ibtikar Altarbaoui», consacrée à la publication et à la documentation des initiatives et des idées créatives dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, ainsi

qu'à l'établissement d'une référence nationale en matière d'innovation pédagogique, a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Éducation nationale. Cette revue qui est la première du genre constitue une nouvelle publication scientifique et une fenêtre algérienne ouverte sur

l'avenir de l'éducation et de l'innovation » et témoigne de « l'intérêt profond accordé à l'innovation pédagogique dans le secteur de l'Éducation nationale ». Elle se veut « un espace scientifique destiné à publier et à documenter les initiatives et les idées créatives dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, et à établir une référence nationale en matière d'innovation pédagogique », contribuant ainsi à renforcer le rôle de la recherche en éducation dans la production des connaissances et le développement de solutions et de pratiques pédagogiques, ajoute la même source. Pour rappel, la création de cette revue internationale à comité de lecture, a été annoncé par le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, lors de la cérémonie consacrée à la distinction des élèves lauréats du concours national « Défi de l'innovation dans l'éducation », organisé le 14 février dernier par l'Institut national de recherche en éducation. ■

Accidents de la circulation
37 morts et 1 851 blessés
en une semaine

Trente-sept personnes sont décédées et 1 851 autres ont été blessées dans 1 397 accidents de la route survenus durant la période allant du 6 au 12 septembre à travers le territoire national, a indiqué hier un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tizi-Ouzou avec 10 morts et 59 blessés dans 36 accidents, ajoute le communiqué. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 2512 interventions pour l'extinction de 1698 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (191 incendies), Blida (83) et Annaba (81). Pour les opérations diverses, la Protection civile a effectué 5345 interventions, durant la même période, pour le sauvetage de 306 personnes en situation de danger et l'exécution de 4352 opérations diverses d'assistance. Durant la même période et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 3918 interventions ayant permis de sauver 2749 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1050 autres et d'évacuer 108 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant toutefois le décès par noyade en mer de 12 personnes et d'une autre dans une réserve d'eau. Par ailleurs, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 148 incendies du couvert végétal dont 13 incendies de forêts, à travers plusieurs wilayas du territoire national.

SAIDAL LANCE SA RÉUNION DE REPRISE 2026

Cap sur la performance, l'innovation et l'excellence commerciale

Le Groupe SAIDAL a organisé sa Réunion de Reprise 2026, réunissant les cadres dirigeants et les équipes de la Direction Centrale Marketing & Vente (DCMV), autour des priorités stratégiques et des perspectives de développement du groupe.



FATIHA A.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa vision stratégique pour l'année 2026, le Groupe SAIDAL a tenu sa Réunion de Reprise annuelle avec l'ensemble des équipes de la Direction Centrale Marketing & Vente (DCMV). Cette rencontre, qui a rassemblé les principaux cadres dirigeants ainsi que la force marketing et commerciale du groupe, s'inscrit dans une démarche visant à assurer une meilleure cohésion des équipes et à aligner les efforts collectifs sur les objectifs de développement de l'entreprise», a indiqué hier le groupe dans un communiqué. Cette rencontre a permis de réaffirmer les ambitions de l'entreprise en matière de performance commerciale, d'innovation et de renforcement de sa position sur le marché pharmaceutique national. Dans un contexte marqué par l'évolution constante du marché pharmaceutique, la diversification des besoins et l'intensification des exigences en matière de qualité et de disponibilité des produits, cette réunion a constitué une étape importante dans la définition des priorités opérationnelles de SAIDAL. Les travaux ont notamment porté sur les moyens de renforcer la performance commerciale, d'améliorer la couverture du marché national et de consolider le leadership du groupe dans l'industrie pharmaceutique algérienne. Prenant la parole à cette occasion, M. Younes Boua-

rara, Directeur Général du Groupe SAIDAL, a réaffirmé la trajectoire stratégique de l'entreprise, en mettant l'accent sur la nécessité d'optimiser les leviers commerciaux pour accompagner la dynamique d'expansion du groupe et soutenir ses projets structurants. Il a également souligné l'importance de renforcer l'efficacité des équipes sur le terrain, d'améliorer la réactivité opérationnelle et de faire de la performance un levier essentiel de consolidation de la position de SAIDAL sur le marché national. Pour sa part, Mme Nardjiss Brichni, Directrice Centrale Marketing & Vente, a présenté les principaux axes prioritaires de sa direction ainsi que la vision opérationnelle devant guider l'action des équipes au cours de cette nouvelle étape. Elle a insisté sur l'importance de la cohésion, de la synergie collective et de la mobilisation de l'ensemble des collaborateurs pour atteindre les objectifs fixés. Parmi les priorités mises en avant figure le développement de la « gamme ville », considérée comme un axe majeur pour renforcer la présence de SAIDAL sur le marché et assurer une couverture territoriale optimale. Cette orientation vise à rapprocher davantage l'offre du groupe des besoins des professionnels de santé et des patients, tout en améliorant la disponibilité des produits et la pénétration commerciale dans les différents segments. Le renforcement de la présence de SAIDAL sur les marchés constitue ainsi un enjeu central pour la DCMV, qui entend s'appuyer sur une meilleure connaissance des besoins, une écoute permanente des évolutions du secteur et une mobilisation ac-

crue de ses équipes. L'objectif est de consolider les acquis du groupe, tout en identifiant de nouvelles opportunités de développement et en améliorant continuellement la qualité de son action commerciale. Au-delà des aspects stratégiques, techniques et économiques, la Réunion de Reprise 2026 a également accordé une place importante à la dimension humaine. La session plénière s'est clôturée par une cérémonie d'hommage au cours de laquelle plusieurs collaborateurs de la Direction Centrale Marketing & Vente ont été distingués. Cette initiative a permis de saluer leur implication, leur professionnalisme et leur contribution aux résultats enregistrés par le Groupe SAIDAL. À travers cette reconnaissance, la direction générale a réaffirmé l'importance du capital humain dans la réalisation des ambitions de l'entreprise. La valorisation des compétences, l'encouragement de l'engagement individuel et la promotion d'une culture de l'excellence figurent, à ce titre, parmi les leviers essentiels pour accompagner la transformation et la croissance du groupe. Placée sous le signe de la rigueur, de la mobilisation et de la dynamique collective, cette journée d'échange s'est conclue sur une ambition renouvelée et partagée par l'ensemble des participants. Le Groupe SAIDAL entend ainsi aborder l'année 2026 avec une feuille de route claire, fondée sur la performance, l'innovation et l'amélioration continue, autour d'une devise fédératrice : « Oser le changement, Cultiver l'amélioration, Accélérer la performance ».

Métro d'Alger

La ligne Place des Martyrs–El Harrach-Centre bientôt rétablie

La Société d'exploitation du métro d'Alger « SEMA » a annoncé que les travaux de maintenance lancés ces dernières semaines sont entrés dans leur phase finale. Elle a assuré que la circulation du métro reprendra progressivement son fonctionnement normal au cours des prochains jours du mois en cours. Selon un communiqué de la société, la ligne principale sera exploitée entre la station Place des Martyrs et la station El Harrach-Centre, avec une liaison assurée en direction d'Aïn Naâdja au niveau de la station Haï El Badr. Cette reprise intervient après une période de travaux durant laquelle les voyageurs étaient contraints de descendre à la station Haï El Badr et de changer de train pour poursuivre leur trajet en direction de la Place des Martyrs, au lieu de bénéficier d'une liaison directe. La société a, par ailleurs, remercié ses usagers pour leur compréhension, leur patience et leur confiance.

F.A.

NESDA

Organisation d'une rencontre d'information destinée aux chefs d'entreprise

Dans le cadre de la campagne « Élargissez votre projet », la NESDA et l'Association nationale des commerçants et artisans ont organisé une rencontre d'information destinée aux chefs d'entreprise, axée sur les mécanismes d'accompagnement et les opportunités de développement des activités. «L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), en coordination avec l'Association nationale des commerçants et artisans, a organisé une rencontre d'information et de sensibilisation au profit des chefs d'entreprise, dans le cadre de la campagne « Élargissez votre projet », a indiqué hier l'agence dans un communiqué. Cette initiative a permis de mettre en avant l'importance de l'accompagnement et de l'orientation des entrepreneurs dans leurs démarches de développement. Elle a également constitué une occasion de présenter les différents programmes et mécanismes de soutien proposés par la NESDA, destinés à aider les entreprises à consolider leurs activités et à saisir de nouvelles opportunités de croissance. À travers cette campagne, l'agence entend encourager les chefs d'entreprise à envisager l'extension de leurs projets et à franchir de nouvelles étapes dans leur parcours entrepreneurial. Le développement des activités constitue, en effet, un levier important pour renforcer la durabilité des entreprises, améliorer leur capacité à faire face aux exigences du marché et accroître leur compétitivité. La démarche vise également à favoriser la création de nouveaux emplois et à contribuer au dynamisme du tissu économique national, en accompagnant les entreprises dans leur transition vers des phases de croissance et de développement plus avancées.

F.A.

Logitrans

Ouverture de postes d'emploi dans plusieurs spécialités de maintenance

Le groupe Logitrans, filiale de la Société nationale des transports et de la logistique (SNTR), a annoncé l'ouverture d'un recrutement au profit d'ingénieurs, de techniciens supérieurs et de techniciens dans plusieurs spécialités liées à la maintenance. L'opération concerne notamment les domaines de la mécanique, de l'électromécanique, de l'hydraulique et de l'électronique, avec des conditions d'expérience professionnelle variant selon le grade et la spécialité.

Pour les ingénieurs, les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire et justifier d'une expérience d'au moins deux ans dans le secteur de la maintenance, avec une préférence pour l'expérience dans le domaine des véhicules industriels. Les techniciens supérieurs doivent, quant à eux, disposer d'un diplôme dans la spécialité requise et d'une expérience minimale de trois ans. Pour les techniciens, une expérience d'au moins quatre ans est exigée, avec une préférence pour les profils ayant travaillé dans la maintenance des

véhicules industriels. Le dossier de candidature doit comprendre une demande manuscrite, un curriculum vitae, une copie du diplôme ainsi que les attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle. Les personnes intéressées sont invitées à transmettre leurs dossiers par courriel à l'adresse s.drhm-sntr@groupe-logitrans.dz, ou par courrier à l'adresse suivante : Groupe Logitrans, Route nationale n° 05, Mohammadia, Alger.

F.A.

NUMÉRISATION ET SÉCURITÉ INFORMATIQUE

L'ONIL poursuit le développement des **compétences** digitales de ses cadres

Dans le cadre de la poursuite de son programme de numérisation et de développement des compétences numériques, l'Office National Interprofessionnel du Lait et des produits laitiers (ONIL) a organisé une session de formation destinée à ses cadres et consacrée à l'utilisation et à la sécurisation de la messagerie électronique.



FATIHA A.

«La Cellule de communication et des systèmes informatiques de l'ONIL a organisé, au siège de l'institution, une session de formation au profit des cadres de l'Office, portant sur les modalités d'utilisation et de sécurisation de la messagerie électronique», indique un communiqué de l'Office. Cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à améliorer les pratiques professionnelles, à renforcer la protection des données et à développer une culture de la sécurité informatique au sein de l'institution. Cette session intervient dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du programme de l'Office en matière de numérisation et de développement des compétences digitales. Elle traduit la volonté de l'institution d'accompagner l'évolution des méthodes de travail administratif et de renforcer la maîtrise des outils numériques utilisés quotidiennement par ses équipes. La messagerie électronique constitue, en effet, un moyen essentiel de communication et d'échange d'informations dans le milieu professionnel. Son utilisation nécessite toutefois le respect de plusieurs règles de sécurité afin de préserver la confidentialité des données, de limiter les risques de compromission des comptes et de garantir la protection des échanges professionnels. Dans ce contexte, la formation a abordé

plusieurs thématiques liées à l'utilisation sûre et efficace de la messagerie électronique. Les participants ont notamment été sensibilisés aux procédures de connexion et de déconnexion sécurisées des comptes, ainsi qu'aux précautions à prendre pour protéger leurs identifiants et leurs informations professionnelles. Les travaux ont également porté sur la protection des données et des informations, ainsi que sur la prévention des différents risques et menaces numériques susceptibles d'affecter les systèmes d'information. L'objectif est de permettre aux cadres de mieux identifier les comportements à risque et d'adopter les bonnes pratiques nécessaires à une utilisation plus sécurisée des outils de communication électronique. Une attention particulière a, par ailleurs, été accordée à la fonctionnalité d'authentification à deux facteurs (Two-Factor Authentication – 2FA). Présentée et expliquée au cours de cette session, cette mesure constitue un mécanisme supplémentaire de protection des comptes de messagerie. Elle repose sur une seconde étape de vérification, en complément du mot de passe, afin de renforcer la sécurité des accès et de réduire les risques d'accès non autorisé. La présentation de cette fonctionnalité s'inscrit dans une démarche de sensibilisation aux solutions permettant de renforcer la sécurité des comptes numériques. Elle vise également à encourager l'adoption de pratiques adaptées aux exigences actuelles en matière de protection des informations et de sécurité des systèmes d'informa-

tion. Au-delà de l'aspect technique, cette session de formation participe à l'amélioration des compétences numériques des cadres de l'Office. Elle leur permet de mieux appréhender les enjeux liés à l'utilisation des outils digitaux et de contribuer, à leur niveau, à la sécurisation des échanges et des données de l'institution. Cette initiative s'inscrit dans la continuité des sessions de formation précédemment organisées par l'Office. Elle traduit la volonté de poursuivre les efforts engagés pour renforcer les capacités de ses ressources humaines, accompagner la transformation numérique et favoriser l'adaptation des pratiques professionnelles aux nouvelles exigences technologiques. Elle contribue également à la consolidation d'une culture de la sécurité informatique au sein de l'institution, en faisant de la sensibilisation et de la formation des leviers essentiels pour prévenir les risques numériques. Dans un contexte marqué par une utilisation croissante des plateformes et services électroniques, le développement de réflexes de sécurité constitue un élément important de la modernisation des méthodes de travail. À travers cette démarche, l'Office réaffirme ainsi son engagement à développer les compétences de ses cadres, à promouvoir un usage sécurisé des moyens numériques et à poursuivre son processus de numérisation. Cette orientation vise à améliorer l'efficacité du travail administratif, à renforcer la protection des informations et à accompagner durablement la modernisation de l'institution.

Sonelgaz

Lancement des travaux d'une nouvelle centrale électrique de 136 MW à Tamanrasset

Les travaux de réalisation d'une nouvelle centrale de production d'électricité d'une capacité de 136 mégawatts (MW) ont été lancés dans la région de Tite, dans la wilaya de Tamanrasset, selon un communiqué de Sonelgaz publié hier. Le coup d'envoi des travaux a été donné à l'occasion d'une visite de travail effectuée lundi par le président-directeur général de Sonelgaz-Production de l'électricité, Khaled Nessaouri, et le président-directeur général de Sonelgaz-Transport de l'électricité, Omar Amtout, en compagnie des autorités locales. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le réseau électrique et à améliorer la qualité de l'approvisionnement énergétique dans la wilaya de Tamanrasset. Il devra notamment contribuer à accroître les capacités de production et de transport de l'électricité, afin de répondre à la demande croissante induite par la croissance démographique et le développement économique que connaît la région. Au cours de cette visite, la délégation a également inspecté le projet de réalisation d'une ligne de transport d'électricité de 60 kilovolts (kV), dont le taux d'avancement des travaux a atteint 90 %. Cette infrastructure, dont la mise en service est prévue prochainement, est destinée à acheminer l'électricité produite par la centrale de 160 MW située dans la région de Tedissi. Les travaux de réalisation de cette centrale affichent, pour leur part, un taux d'avancement d'environ 80 %. Elle sera raccordée à quatre transformateurs de 60/30 kV, ce qui permettra de renforcer l'alimentation en énergie électrique des régions de Tamanrasset, Ablessa et Ain Amguel. À leur entrée en exploitation, ces infrastructures énergétiques devraient contribuer à améliorer la stabilité du réseau électrique et à mettre à disposition des capacités supplémentaires pour accompagner les besoins des différentes activités économiques et de développement de la wilaya. La visite a également porté sur plusieurs projets de production et de transport d'électricité en cours de réalisation. À cette occasion, l'accent a été mis sur la nécessité de respecter les délais impartis, notamment par l'entreprise Cosider, chargée de la réalisation de la nouvelle centrale de production dans la région de Tite. Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour renforcer les infrastructures énergétiques de la wilaya de Tamanrasset et améliorer la continuité ainsi que la qualité du service public de l'électricité.

R.E.

ALGÉRIE – BIÉLORUSSIE

Vers de nouvelles perspectives de **coopération** économique et commerciale

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a examiné hier avec l'ambassadeur de Biélorussie en Algérie, Evgueni Sobolevski, ainsi qu'une délégation d'hommes d'affaires biélorusses, les moyens de renforcer les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays et d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat entre les opérateurs économiques.

«Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, mardi au siège de son département ministériel, l'ambassadeur de Biélorussie en Algérie, Evgueni Sobolevski, accompagné d'une délégation

d'hommes d'affaires biélorusses, dans le cadre des efforts visant à consolider les relations économiques bilatérales et à élargir les perspectives de coopération entre les deux pays», a indiqué hier le ministère dans un communiqué. Cette rencontre a été consacrée à l'examen de l'état des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et la Biélorussie, ainsi qu'à l'identification des opportunités susceptibles de contribuer à l'augmentation et à la diversification des échanges commerciaux. Les discussions ont notamment porté sur les potentialités offertes par les deux marchés, en particulier dans les secteurs à forte valeur ajoutée, où le développement de partenariats pourrait

favoriser une meilleure complémentarité entre les économies des deux pays. Les deux parties ont également souligné l'importance d'intensifier les contacts directs entre les entreprises et les opérateurs économiques algériens et biélorusses, en vue de faciliter l'échange d'informations, d'identifier des opportunités d'affaires et de promouvoir des partenariats productifs et durables. L'objectif est de dépasser le cadre des échanges commerciaux pour favoriser la concrétisation de projets d'investissement et industriels communs, au service des intérêts mutuels.

À cette occasion, Kamel Rezig a mis en avant l'importance de renforcer la présence des pro-

duits algériens sur les marchés extérieurs, à travers l'exploration de nouvelles opportunités d'exportation vers le marché biélorussien. Il a également insisté sur la nécessité de tirer profit des expériences, des compétences et des capacités des entreprises biélorusses dans plusieurs domaines, afin de développer une coopération fondée sur la création de valeur et le transfert de savoir-faire. Cette démarche s'inscrit dans la volonté de l'Algérie de diversifier ses partenaires économiques, de soutenir ses exportateurs et de promouvoir une coopération internationale davantage orientée vers l'investissement, la production et l'intégration économique.

R.E.

Relizane

Des mesures préventives pour **réduire** les risques d'inondations

L'unité de l'ONA de Relizane a lancé une campagne de terrain destinée au nettoyage des avaloirs et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales à travers le tissu urbain. Plus de 30 agents relevant de six centres d'assainissement ont été mobilisés, répartis en huit équipes techniques et appuyés par quatre camions hydrocureurs.



Les services de l'Office national de l'assainissement (ONA) de la wilaya de Relizane ont pris une série de mesures préventives visant à réduire les risques d'inondations, en prévision des saisons automnale et hivernale, a-t-on appris lundi auprès de l'unité locale de cet organisme.

Le chef du service de l'exploitation, Bouabdallah Benaouina, a indiqué à l'APS que ces mesures s'inscrivent dans le cadre des directives des pouvoirs publics visant à renforcer les dispositifs préventifs contre les intempéries et à assurer une meilleure préparation à la saison automnale à travers les différentes communes de la wilaya. L'opération a ciblé plusieurs quartiers de la ville de Relizane, où 25

points noirs exposés à la stagnation des eaux pluviales ou au débordement des cours d'eau ont été recensés, en plus des zones où des accumulations d'eau sont régulièrement constatées sur le réseau routier et dans les zones d'habitation, a précisé le même responsable.

Des opérations similaires sont programmées dans les différentes communes de la wilaya, a-t-il ajouté.

Dans ce cadre, l'unité de l'ONA de Relizane a lancé une campagne de terrain destinée au nettoyage des avaloirs et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales à travers le tissu urbain. Plus de 30 agents relevant de six centres d'assainissement ont été mobilisés, répartis en huit équipes techniques et appuyés par quatre camions hydrocureurs. M. Benaouina a

également indiqué qu'en cas d'émission d'un bulletin météorologique annonçant de fortes précipitations, des équipes d'astreinte sont mobilisées pour assurer une surveillance régulière et continue des points noirs recensés et intervenir en cas d'obstruction. Des moyens techniques modernes sont, en outre, utilisés pour détecter les obstructions susceptibles d'être provoquées par les eaux pluviales, les feuilles d'arbres et divers débris, permettant une intervention rapide et garantissant la bonne évacuation des eaux, a-t-il expliqué. Par ailleurs, les services de l'ONA de Relizane ont entamé, à la fin du mois d'août dernier, une vaste campagne de nettoyage des berges des ravins et des oueds situés à proximité des villes et des zones d'habitation à travers les différentes communes de la wilaya.

CONSTANTINE

Vers la réhabilitation des réseaux d'AEP dans 8 communes

Une opération de réhabilitation et de renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) sera engagée prochainement dans 8 communes de la wilaya de Constantine, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Réparti en 7 lots, ce projet cible les communes de Constantine, El Khroub, Ain Abid, Ibn Badis, Hamma Bouziane, Didouche Mourad, Ibn Ziad et Zighoud Youcef, selon les précisions fournies par la cellule de communication de la wilaya.

Les interventions portent notamment sur la régulation et le renforcement des réseaux, leur réhabilitation et leur extension, ainsi que le raccordement de certains réservoirs, a précisé la même source.

L'opération concerne également la réhabilitation de plusieurs réseaux touchés par la décantation du calcaire et la rénovation de tronçons dans différents quartiers et cités, notamment à Sidi Arabe à Didouche Mourad, Hammadi Krouma à Zighoud Youcef et au niveau de plusieurs secteurs des villes de Constantine et d'El Khroub, a-t-on ajouté.

L'opération vise à améliorer la performance des réseaux d'AEP, renforcer la fiabilité de l'approvisionnement en eau potable et réduire les perturbations liées à l'état des infrastructures, au bénéfice des populations des communes concernées, a-t-on estimé.

BOUIRA

135 foyers raccordés au réseau gazier à Lakhdaria, Zbarbar et Guerrouma

Au total, 135 foyers situés dans des localités montagneuses des communes de Lakhdaria, Zbarbar et Guerrouma (Ouest de Bouira), ont été raccordés au réseau du gaz naturel, a-t-on appris lundi auprès des services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Cinq villages sont concernés par ce projet, à savoir, Talliouine (Lakhdaria), Zouabria, Bouzabala et Ouled Gasse (Zbarbar), et Ahin haut (Guerrouma), a précisé à l'APS Mme Widad Benyoucef, responsable à la direction de distribution.

Selon la même responsable, une enveloppe financière de l'ordre de plus de 16 millions de dinars a été allouée à la réalisation du nouveau réseau de distribution d'une longueur de 10,5 km afin de raccorder tous ces villages au réseau du gaz. «Ce projet a été réalisé dans le cadre des efforts de l'état visant à améliorer davantage le cadre de vie des habitants des régions montagneuses», a souligné Mme Benyoucef.

Illizi

Programme d'urgence pour **renforcer** le réseau d'eau potable

Le secteur des ressources en eau dans la wilaya d'Illizi a bénéficié d'un programme d'urgence d'un montant global de 257 millions DA, comprenant cinq (5) opérations, à l'effet de renforcer le réseau d'eau potable, a indiqué lundi la direction de wilaya de l'Hydraulique. Ce programme, inscrit au titre de l'exercice 2026, porte sur l'acquisition de pompes destinées aux forages d'alimentation en eau potable des communes d'Illizi, In-Amenas et Debdeb, ainsi que sur la réhabilitation de six (6) forages dans

la commune d'In-Amenas, a précisé le directeur du secteur, Lamine Ferfari. Il prévoit également la réalisation d'un forage dans la zone d'Ilni, dans la commune d'Illizi, doté des équipements nécessaires, dont un système solaire, ainsi que son raccordement au réseau local. Le programme comprend aussi l'acquisition de quatre (4) camions-citernes pour l'acheminement d'eau potable, d'une capacité de 10 mètres cubes chacun, afin de renforcer les moyens de l'Algérienne des Eaux (ADE). La cinquième opération

concerne le raccordement du quartier Mohamed Boudiaf, dans la commune de Bordj Omar-Driss, au réseau principal de distribution de l'eau potable, sur une distance de 1.000 mètres, avec une conduite de 160 mm de diamètre. Ce programme d'urgence s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable et à renforcer les infrastructures et les moyens nécessaires pour assurer la continuité du service public dans le domaine, selon la même source.

CONCOURS DE RECRUTEMENT POUR LA PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE

1752 nouveaux postes **d'enseignants** à Oran

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran sera renforcé par 1.752 nouveaux enseignants au titre de l'année scolaire 2026-2027, dans le cadre du concours de recrutement sur titres, a indiqué lundi le directeur de l'Education de la wilaya, Abdelkader Oubelaïd. Le responsable a précisé que ces postes concernent 436 enseignants pour le cycle primaire, 786 pour le cycle moyen et 530 pour le cycle secondaire, dans le cadre du concours de recrutement sur titres comptant pour l'année 2025, décidé par le ministère de l'Education nationale. M.

Oubelaïd a indiqué que l'opération de validation des dossiers, ainsi que l'ensemble des procédures administratives menées en coordination avec le contrôleur financier, ont été achevées. Les affectations des nouveaux enseignants interviendront au cours de cette semaine, tandis que leur prise de fonction est prévue le 21 septembre en cours, a-t-il ajouté, soulignant que cette opération contribuera à améliorer le taux d'encadrement pédagogique dans les établissements scolaires. Par ailleurs, le secteur de l'éducation dans la wilaya a bénéficié, à l'occasion de la nouvelle rentrée scolaire,

de 115 postes supplémentaires destinés aux diplômés des Ecoles normales supérieures (ENS), de 128 postes dans le cadre du recrutement au niveau de la wilaya, ainsi que de 115 postes destinés aux candidats admis à l'examen professionnel pour différents grades, notamment ceux de directeurs des établissements scolaires des cycles primaire, moyen et secondaire. Le secteur a également été renforcé par 433 nouveaux postes dans le cadre du concours de recrutement des travailleurs et personnels administratifs, auxquels s'ajoutent 105 postes administratifs ouverts dans

le cadre du recrutement au niveau de la wilaya, selon la même source. D'autre part, 1.840 postes seront ouverts dans différents grades à l'occasion de la nouvelle rentrée scolaire, notamment ceux de surveillants de l'éducation, d'éducateurs spécialisés du cycle primaire, de conseillers d'orientation et de conseil scolaire et professionnel, d'intendants et de sous-intendants, ainsi que d'attachés principaux de laboratoire et d'autres grades. Le concours de recrutement pour ces postes est prévu le 26 septembre prochain, a fait savoir le directeur de l'Education de la wilaya d'Oran.

À l'ère du numérique

Comment améliorer sa concentration dans un monde **hyperconnecté** ?

À l'ère de la distraction permanente, protéger son attention, c'est protéger son temps. Selon les experts, quelques habitudes simples peuvent faire la différence : limiter les notifications, éloigner son téléphone pendant les périodes de concentration, éviter le multitâche et s'accorder de vraies pauses.



PAR AMEL B

Dans notre quotidien hyperconnecté, les distractions sont partout : notifications, réseaux sociaux, messages et vidéos courtes sollicitent constamment notre attention. Plusieurs études en psychologie cognitive et en neurosciences montrent que ces interruptions répétées peuvent perturber la concentration et rendre plus difficile le maintien d'une attention soutenue. Pour améliorer notre concentration, les experts recommandent à réduire volontairement les distractions. Les spécialistes recommandent notamment de désactiver les notifications qui ne sont pas indispensables, de mettre son téléphone à distance pendant les périodes de travail et de réserver certains moments de la journée à la consultation des messages et des réseaux sociaux. Le multitâche mérite également d'être limité. Même si nous avons parfois l'impression d'être plus productifs en réalisant plusieurs activités simultanément, les recherches sur l'attention montrent que notre cerveau doit constamment passer d'une tâche à l'autre. Ces changements peuvent entraîner une perte de temps, augmenter la fatigue mentale et diminuer la qualité du travail. Le sommeil représente également un élément fondamental de la concentration. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) souligne l'importance d'un sommeil suffisant et de qualité pour le fonctionnement physique et mental. De nombreuses études montrent qu'un manque de sommeil peut affecter la vigilance, la mémoire, l'apprentissage et la capacité à

maintenir son attention. Une personne fatiguée aura ainsi davantage tendance à se déconcentrer, à faire des erreurs ou à rechercher des distractions. Bien dormir n'est donc pas simplement une question de confort : c'est une condition essentielle pour permettre au cerveau de fonctionner correctement.

L'activité physique joue également un rôle important. Les experts de santé recommandent une activité régulière pour ses nombreux bénéfices sur la santé physique et mentale. Plusieurs travaux scientifiques suggèrent également qu'une activité physique régulière peut soutenir certaines fonctions cognitives et contribuer à réduire le stress. Une marche de quelques minutes, une séance de sport ou simplement le fait de bouger après une longue période assise peut donc constituer une pause bénéfique. Passer du temps à l'extérieur permet aussi de s'éloigner momentanément des écrans et des sollicitations numériques. Pour renforcer son attention, les spécialistes recommandent également de travailler de manière structurée. Une méthode simple consiste à choisir une seule tâche et à s'y consacrer pendant 25 à 50 minutes, sans consulter son téléphone ni passer à une autre activité. Une courte pause permet ensuite de récupérer avant de reprendre. Cette méthode ne fonctionne pas nécessairement de la même manière pour tout le monde, mais elle permet surtout de créer des périodes durant lesquelles l'attention est protégée.

Certaines activités simples peuvent également contribuer à entraîner cette capacité. Lire, écrire, méditer ou passer quelques minutes sans écran

oblige notre esprit à rester dans une activité sans rechercher constamment une nouvelle stimulation. La lecture est particulièrement intéressante, car elle demande de suivre une idée, une histoire ou un raisonnement pendant une certaine durée. À l'inverse, la consommation permanente de contenus très courts peut nous habituer à changer rapidement de stimulation. Il ne s'agit pas de considérer les vidéos courtes ou les réseaux sociaux comme mauvais en eux-mêmes, mais plutôt d'éviter qu'ils occupent toute notre attention.

Les études sur les habitudes numériques montrent d'ailleurs l'importance de notre environnement. Lorsque le téléphone est constamment à portée de main, la tentation de le consulter augmente. À l'inverse, créer un espace de travail calme, éloigner les appareils inutiles et définir des moments précis pour consulter ses messages permet de limiter les interruptions. La concentration dépend donc non seulement de notre volonté, mais aussi de la manière dont nous organisons notre environnement. Il est également important de ne pas chercher à devenir concentré immédiatement pendant plusieurs heures. L'attention se construit progressivement. On peut commencer par quinze ou vingt minutes sans interruption, puis augmenter progressivement la durée. Chaque période de concentration réussie renforce l'habitude de rester engagé dans une tâche. De la même manière, apprendre à supporter quelques minutes d'ennui sans prendre immédiatement son téléphone peut être un excellent exercice pour reprendre le contrôle de son attention.

Japon

Le nombre de centenaires dépasse les 100.000 pour la première fois

Le nombre de centenaires au Japon a dépassé les 100.000 pour la première fois, a annoncé mardi le ministère de la Santé, dans un pays où le taux de fécondité a par ailleurs atteint l'an dernier un plus bas historique. Avec un âge médian de 49,9 ans, le Japon possède la deuxième population la plus âgée au monde après Monaco, selon la Banque mondiale. La dernière enquête gouvernementale, publiée en amont du jour férié annuel du «Respect des personnes âgées» la semaine prochaine, montre que le nombre de personnes âgées de 100 ans ou plus s'élevait à 107.677 au 1er septembre. C'est la première fois que le nombre de centenaires dépasse la barre des 100.000 depuis le début des statistiques en 1963, environ 90% d'entre eux étant des femmes, a indiqué le ministère. La population de cette tranche d'âge atteint un niveau record pour la 56e année consécutive. Des données publiées en juin ont montré que le taux de fécondité du Japon a de nouveau reculé l'an dernier pour atteindre un nouveau plus bas historique, soulignant la crise démographique qui ronge la quatrième économie mondiale. Cette situation cause divers problèmes pour le pays, comme des pénuries de main-d'œuvre, un gonflement de la facture de la sécurité sociale et un rétrécissement de l'assiette fiscale.

IA

Potentielle réunion du conseil de sécurité de l'ONU la semaine prochaine

Une réunion du conseil de sécurité de l'ONU consacrée à l'Intelligence artificielle devrait se tenir la semaine prochaine à l'occasion de l'Assemblée générale, au moment où l'inquiétude grandit sur les risques posés par les systèmes les plus avancés. L'IA sera «très haut dans l'agenda» de l'Assemblée générale de l'ONU la semaine prochaine, a indiqué lundi une source diplomatique à des médias. «Il devrait y avoir une réunion du conseil de sécurité consacrée à l'IA et la sécurité», a-t-elle ajouté. La France, qui assure la présidence mensuelle du Conseil de sécurité en septembre, souligne la nécessité de discuter de «la menace existentielle que l'IA pourrait constituer pour l'humanité», notant que plusieurs PDG d'entreprises de technologies d'IA ont eux-mêmes exprimé des inquiétudes. Mais elle risque de se heurter à une fin de non recevoir du président américain. Donald Trump a fustigé lundi une «conspiration malsaine» contre l'intelligence artificielle, rejetant les appels à plus de régulations pour cette technologie. Il a aussi qualifié de «canular» l'affirmation selon laquelle l'IA pourrait détruire l'humanité. Outre l'IA, l'Assemblée générale de l'ONU sera l'occasion d'évoquer notamment la situation au Liban et en Palestine, en proie à une agression sioniste.

Intelligence artificielle

Microsoft **s'engage** à ce que les humains contrôlent son IA

Microsoft a publié lundi un code de conduite pour le développement de son intelligence artificielle, visant à créer une IA qui reste contrôlée par les humains et leur bénéficie, sur fond de craintes de dérives de cette technologie. Ce document «est motivé par un seul objectif prépondérant», explique le groupe de Redmond (Etat du Washington), à savoir «que les humains conservent un contrôle significatif sur l'IA afin d'aider les gens à mener une vie meilleure, plus joyeuse et plus productive».

Cette publication survient deux jours après l'appel du patron d'Anthropic Dario Amodei à ralentir le rythme de développement de l'IA pour mieux encadrer les risques. Son message a été soutenu publiquement par son homologue d'OpenAI Sam Altman, ainsi que le président de Google DeepMind Demis Hassabis et Elon Musk, patron du laboratoire d'IA SpaceX. A la différence de ces entreprises, Microsoft ne possède pas de modèle parmi les plus avancés du secteur, même s'il a accéléré ses lancements cette année et dit rester ambitieux.

«Durant la prochaine décennie», développe le groupe, «nous nous attendons à ce que (l'IA) surpasses les performances humaines pour la plupart des tâches.» Dès lors, ajoute-t-il, «contenir, contrôler et aligner (ces modèles sur des valeurs humaines) est l'un des plus grands défis auxquels l'humanité ait jamais fait face». Un nombre croissant de professionnels du secteur s'inquiètent notamment de l'arrivée de l'amélioration récurrente autonome (RSI), un processus qui voit l'IA s'améliorer elle-même, sans intervention humaine.

RDC

Le bilan de l'épidémie d'Ebola s'élève à 7.258 cas et 3.510 décès depuis mai

Le bilan des cas confirmés d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) s'est élevé à 7.258, tandis que 3.510 décès ont été enregistrés depuis le mois de mai, selon le dernier rapport de situation du gouvernement publié mardi. L'Institut national de santé publique (INSP) a détaillé dans son bilan le plus récent qu'à ce jour, 7.258 cas et 3.510 décès ont été enregistrés, avec 1.726 personnes ayant réussi à surmonter la maladie et 905 patients qui continuent d'être hospitalisés ou en régime d'isolement. De ce fait, le taux de létalité se situe à 48,3%, tandis que le pourcentage de contacts localisés et suivis s'élève à 88%, selon un communiqué diffusé par le ministère de la Communication congolais sur ses canaux officiels sur les réseaux sociaux. «La surveillance reste intensifiée, notamment en Ituri et au Kivu Nord, ainsi que dans les provinces récemment touchées parmi lesquelles figurent le Kivu Sud, la Tshopo, le Haut-Uélé, le Bas-Uélé et l'Oubangi Sud et celles qui se trouvent en situation de risque», a-t-il souligné.

Un précédent bilan a fait état de 7.200 cas confirmés et 3.500 décès, soit un taux de létalité de 48,4%. L'épidémie actuelle en RD Congo est déjà devenue la plus létale enregistrée dans le pays, dépassant celle qui a eu lieu entre 2018 et 2020. Les projections indiquant qu'elle pourrait même dépasser la grande épidémie d'Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016, qui a laissé 28.616 contagions et 11.325 décès en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

SOUDAN

Le Darfour frappé par sa pire sécheresse depuis 42 ans

La région soudanaise du Darfour fait face à une sécheresse d'une ampleur inédite depuis les années 1980, selon le Programme alimentaire mondial (PAM). «Le Darfour n'a pas connu une telle sécheresse depuis 1984», a déclaré lundi Carl Skau, directeur exécutif adjoint du PAM, à l'issue d'une visite dans la région durant la saison des pluies, qui s'étend généralement de juin à septembre.

«Partout où je me suis arrêté, les populations voulaient parler de la sécheresse», at-il indiqué, soulignant que «tout le monde craint ses graves répercussions sur l'agriculture et les récoltes». Le déficit de prélèvement menace fortement les récoltes et les moyens de subsistance des populations. Des responsables locaux ont alerté sur les conséquences de cette sécheresse, qui risquent d'entraîner de nouvelles vagues de déplacements et d'aggraver l'effondrement de l'agriculture locale. Dans le Darfour-Nord, la Cellule d'intervention d'urgence de Kutum a notamment mis en garde contre une «crise de plus en plus aiguë affectant les moyens de subsistance, en raison du manque de prélèvement et de pâturages».

La sécheresse vient ainsi aggraver une situation humanitaire déjà dramatique dans une région durement éprouvée par les violences et les déplacements de population. Le Soudan est en effet en proie à un conflit armé opposé, depuis avril 2023, à l'armée aux Forces de soutien rapide (FSR). Ce conflit a fait des dizaines de milliers de morts et entraîné le déplacement d'environ 13 millions de personnes, selon les estimations onusiennes et internationales.

Minéraux critiques

Sortir les pays en développement du rôle d'exportateurs de matières premières

Pour la présidente du Mécanisme d'experts sur le droit au développement, Juana Maria Ibanez Rivas, il faut dépasser ce modèle qui entretient cette dépendance. «Cela nécessite également de passer d'un transfert de technologie à sens unique à un véritable co-développement, favorisant la création de valeur ajoutée au niveau national plutôt que de perpétuer la dépendance vis-à-vis de la fabrication et de l'innovation externes», a expliqué l'experte devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève.

Le rapport appelle ainsi à investir dans le raffinage, les technologies et les capacités locales, afin que les régions riches en ressources minérales puissent transformer davantage sur place et progresser dans la chaîne de valeur minière.

Cette ambition prend d'autant plus de relief que ces minéraux critiques (Lithium, cobalt, cuivre, nickel) sont devenus des pièces maîtresses de la transformation de l'économie mondiale. Batteries, réseaux électriques, éoliennes et panneaux photovoltaïques en dépendent, faisant des gisements de ces minéraux un enjeu industriel autant que géopolitique.

Selon le Groupe d'experts de l'ONU sur les minéraux essentiels à la transition énergétique, la demande en minéraux critiques devrait presque tripler d'ici 2030, à mesure que le monde passe des combustibles fossiles aux énergies renouvelables afin de ramener les émissions mondiales de dioxyde de carbone à zéro net d'ici 2050.

Pour les pays en développement qui en disposent, cette nouvelle demande pourrait normalement constituer un levier de croissance. Mais, le déséquilibre est particulièrement marqué en Afrique. Le continent abrite plus d'un cinquième des réserves mondiales de métaux indispensables à la transition énergétique, mais une grande partie des technologies vertes qui en dépendent est produite ailleurs. Les pays africains ne tireraient ainsi qu'environ 40 % des revenus potentiels liés à ces minéraux es-

Les pays en développement qui extraient les minéraux critiques risquent de rester cantonnés à l'exportation de matières premières, sans bénéficier pleinement de la richesse créée par leur transformation, selon un rapport présenté lundi au Conseil des droits de l'homme.



sentiels, selon le rapport. L'Afrique ne représente par ailleurs que 1 % de la capacité photovoltaïque mondiale.

Plus largement, près de la moitié des Etats membres de l'ONU restent dépendants des matières premières, qui génèrent plus de 60 % de

leurs recettes d'exportation. Pour le Mécanisme, cette dépendance est l'un des principaux freins à un développement réellement partagé. Il appelle à développer la transformation locale des minéraux, afin que les pays producteurs puissent en capter une plus grande part de la valeur ajoutée.

APRÈS LA CRUE MEURTRIÈRE

L'Inde autorise l'exportation d'électricité vers le Népal

L'Inde a autorisé, lundi, l'exportation d'électricité vers le Népal afin d'aider son voisin à faire face aux pénuries provoquées par les importants dégâts infligés à ses installations hydroélectriques lors de l'éboulement meurtrier du 26 août.

La catastrophe, provoquée par l'effondrement d'un glacier et de roches à la frontière entre la Chine et le Népal, a fait plus de 1.400 morts au Népal et au Tibet. Des centaines d'ouvriers travaillant sur plusieurs projets hydroélectriques figurent parmi les

plus de 5.300 personnes toujours portées disparues au Népal. L'Inde fournira jusqu'à 600 mégawatts d'électricité pendant 18 heures par jour jusqu'à la fin de l'année, a indiqué lundi son ministère de l'Energie dans un communiqué. «Cette décision aidera le Népal à répondre à ses besoins en électricité pendant cette période difficile et renforcera encore la coopération énergétique étroite et de longue date entre l'Inde et le Népal», a-t-il souligné.

Le volume d'électricité qui sera fourni à partir de

janvier 2027 sera réexaminé en décembre. Quatre Népalais sur cinq n'avaient pas accès à l'électricité, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La construction de nombreux barrages a permis de raccorder au réseau la quasi-totalité des 30 millions d'habitants du pays. L'hydroélectricité est également devenue l'un des principaux moteurs des exportations népalaises vers l'Inde et le Bangladesh. Mais après que les inondations ont frappé au moins 12 projets hydroélectriques, les autorités ont suspendu les exportations d'électricité.

SOUDAN

Les attaques de drones poussent les civils au déplacement

Les attaques de drones continuent de mettre en danger les civils au Soudan et de pousser davantage de populations à fuir leurs foyers, notamment dans les régions du Darfour et du Kordofan ainsi que dans l'Etat du Nil-Bleu, a alerté l'ONU. Le porte-parole adjoint du secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq, a indiqué lundi que l'Etat du Nil-Bleu avait été dimanche la cible d'attaques de drones visant des infrastructures essentielles, faisant des blessés parmi les civils. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), près de 100.000 personnes ont été déplacées dans cette région depuis janvier, soit une hausse de 66 % depuis fin mai. Dans le nord du Darfour, le porte-parole a fait état de rapports signalant des frappes de drones contre plusieurs sites dans la zone de Tina, à la frontière avec le Tchad. L'OIM a recensé le déplacement d'environ 1.200 personnes depuis deux villages de la région d'El-Facher entre le 10 et le 13 septembre. Dans l'ouest du Darfour, Farhan Haq a indiqué que des attaques de drones avaient été signalées samedi dans plusieurs localités. Des sources locales ont rapporté qu'un marché de carburant situé dans une ville à l'ouest de la capitale de l'Etat avait été touché par un drone. Deux autres localités ont également été bombardées, faisant des blessés. Dans la région du Kordofan, le porte-parole adjoint a souligné que l'insécurité persistante aggravait les déplacements de populations et perturbait les opérations humanitaires. Il a notamment fait état de l'arrivée de plus de 7.000 personnes dans la ville d'Al-Abbasiya, dans le Kordofan-Sud, en provenance des villages environnants au cours des dernières semaines. Le Soudan est en proie à un conflit armé opposant, depuis avril 2023, l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR). Ce conflit a fait des dizaines de milliers de morts et entraîné le déplacement d'environ 13 millions de personnes, selon des estimations onusiennes et internationales.

EN

Hemdani face au défi des premiers choix



À l'aube de sa toute première liste en tant que sélectionneur national, Brahim Hemdani entre dans le vif du sujet. Le nouveau patron des Verts doit d'ores et déjà composer avec un premier coup dur : l'absence de Rafik Belghali, suspendu par la CAF après les échauffourées de fin de match en quart de finale de la CAN 2025 face au Nigeria. Un vide sur le flanc droit qui oblige le staff technique à rebattre les cartes.

La succession de Belghali aiguise les appétits et quatre options principales se dégagent pour occuper ce couloir. Mohamed Azzi, d'abord, profite d'un temps de jeu très appréciable avec le CSKA Moscou, affichant six matchs et 460 minutes disputées depuis le coup d'envoi de la saison russe. De son côté, Rafik Messali poursuit son apprentissage en Ligue 1 sous les couleurs de Toulouse avec quatre apparitions et 175 minutes de jeu ; s'il n'a pas encore été décisif, son activité en club plaide en sa faveur. L'expérience internationale parle en revanche pour Akim Zedadka, qui carbure en Azerbaïdjan avec le club de Sabah à travers neuf rencontres, 777 minutes passées sur les pelouses et une passe décisive en Ligue des champions, sa solide prestation à Old Trafford contre Manchester United — où il a été titularisé avant de céder sa place aux alentours de la 75e minute — pesant lourd dans la balance. Enfin, Kevin Guittoun apparaît comme le candidat le plus

pressant en raison d'un début de saison canon avec Charleroi, se targuant déjà de deux buts et de deux passes décisives en six matchs. À l'inverse, Reda Halaimia et Mohamed Reda Hamidi partent avec un temps de retard, tout juste de retour à la compétition avec leurs clubs respectifs. Au-delà de ce couloir droit, ce premier rassemblement servira de laboratoire à Hemdani pour poser ses bases. Le poste d'arrière gauche sera également scruté, tout comme la gestion de la transition entre la nécessité de s'appuyer sur l'ossature du Mondial ou celle d'accélérer l'intégration de la jeunesse. Le temps pressera pour le nouveau sélectionneur, dont le calendrier s'annonce intense avec la réception de la Zambie, programmée le 25 septembre à 20h00 au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi Ouzou, avant un déplacement périlleux au Burundi le 29 septembre pour les éliminatoires de la CAN 2027. Les Verts boucleront cette séquence par un match amical face au Niger, le 6 octobre, de nouveau à Tizi Ouzou.

Zambie : Une équipe amoindrie mais ambitieuse à Tizi Ouzou

En face, les Chipolopolo se présenteront en Algérie diminués. Le sélectionneur intérimaire George Lwandamina a dû composer sans plusieurs cadres majeurs, à l'instar de Clatous Chama, Edward Chilufya, Joseph Sabobo Banda, ainsi que les frères Lubambo et Frankie Musonda. Le milieu du Panathinaïkos Kings Kangwa manquera aussi à l'appel, suspendu quatre matchs par la CAF après la dernière CAN. Malgré ces forfaits, la Zambie mise sur un vent de fraîcheur en faisant appel à de jeunes loups à l'image de Joseph Liteta de Cagliari, Miguel Chaiwa et Lameck Banda. Attention toutefois au secteur offensif, qui conserve de redoutables arguments puisque Patson Daka et Fashion Sakala seront bien de la partie, épaulés par Kingstone Mutandwa, Albert Kangwanda et l'attaquant libre de tout contrat Chanka Zimba. Lwandamina assume pleinement cette transition et compte bien profiter de ce double test pour élargir sa palette tactique. **H.M.**

Championnat d'Afrique des nations masculin 2026 de Volley-ball

L'Algérie avec le Tchad et le Nigeria dans le groupe C

La sélection algérienne masculine de volley-ball a hérité du Tchad et du Nigeria dans le groupe C du 25e Champion-

nat d'Afrique des nations (CAN-2026), à l'issue du tirage au sort effectué lundi soir à Tunis, où se déroulera la compétition du 15 au 25 septembre. Placés dans une poule à trois équipes, les Verts auront à négocier ce premier tour avec l'objectif de décrocher une place dans la phase suivante et de poursuivre leur ambition dans ce rendez-vous continental aux enjeux importants. Le groupe A est composé du Ghana, de la Tunisie,

pays hôte, et du Kenya, tandis que le groupe B réunit l'Égypte, tenante du titre, la Gambie et le Maroc. Le groupe D rassemble le Rwanda, la République centrafricaine, le Cameroun et la République démocratique du Congo (RD Congo). Avant de rallyer Tunis, le Six national a peaufiné sa préparation en Égypte, où il s'est disputé plusieurs rencontres amicales face à la sélection locale.

Jeux olympiques de la jeunesse 2026

Le COA mobilise les fédérations avant le rendez-vous de Dakar

Le Comité olympique et sportif algérien (COA) intensifie les préparatifs de la participation algérienne aux Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ-2026), en réunissant les fédérations nationales concernées à quelques semaines du rendez-vous de Dakar, prévu du 31 octobre au 13 novembre. Cette réunion technique, tenue dimanche à Alger, a été présidée par Hamza Deghdagh, chef de la mission algérienne aux JOJ-2026, en présence du staff technique et administratif du COA. La rencontre a permis de renforcer la coordination

entre le comité olympique et les fédérations sportives engagées dans cette échéance internationale, avec l'objectif de réunir les meilleures conditions de préparation et d'accompagnement aux jeunes athlètes algériens, précise l'instance olympique dans un communiqué. A Dakar, l'élite sportive nationale tentera de se distinguer dans cette compétition qui rassemblera les meilleurs jeunes talents internationaux et constituera une étape importante dans leur progression vers le haut niveau.

Champions League d'Asie

Bounedjah marque face à Aouar

Al Shamal recevait Al Ittihad Djeddah en ouverture de la Champions League d'Asie 2026/2027. Vice-champions du Qatar, les rouge et blanc étaient emmenés par leur leader et capitaine Baghdad Bounedjah pour leur tout premier match de l'histoire dans la prestigieuse compétition Asiatique. Face au club de Houssein Aouar, Al Shamal a tenté de faire bonne figure avec dans son onze entrant une nouvelle Nassim Benaissa, le milieu de terrain Algérien de 24 ans venu d'Al Merkhia. Le club Qatari ouvre finalement le score à la 76e minute par son buteur Bounedjah, bien servi par le Tunisien Ben Romdhane avec qui il sollicite le une-deux dos au but en récupérant un ballon sur un touche adverse.

L'Algérien qui se décale intelligent se trouve en bonne position pour marquer d'une frappe sèche du pied gauche. Alors que la victoire semblait acquise, Steven Bergwijn égalise à la 94e minute sur une passe de Wijnaldum. Score final 1-1. Une résultat frustrant avant la trêve pour Al Shamal même si il s'agit tout de même du quatrième but en six matchs pour Bounedjah, qui devrait faire son retour en sélection durant la trêve internationale qui arrive.

Qatar

Bennacer rejoint Al-Gharafa

Le milieu de terrain international algérien de l'AC Milan, Ismaël Bennacer, s'est engagé avec Al-Gharafa FC, a annoncé lundi le club évoluant en division qatarie de football, sur ses réseaux sociaux. Après avoir résilié son contrat avec l'AC Milan (Serie A, Italie), le joueur algérien de 28 ans, libre de tout engagement, s'est engagé conformément avec Al-Gharafa, et rejoint ainsi son compatriote Yacine Brahimi. Lors du précédent exercice, Bennacer a évolué sous les couleurs du Dinamo Zagreb (Div.1 croate), avec lequel il a disputé 19 rencontres toutes compétitions confondues, inscrivant un but et délivrant deux passes décisives. Pour rappel, le meilleur joueur de la CAN 2019 avait rejoint l'AC Milan en 2019 en provenance d'Empoli. Il avait été sacré champion d'Italie avec le club Lombard lors de la saison 2021-2022.

CRB

Bouzok suspendu par la LFP

Expulsé lors de sa première apparition officielle avec le CR Belouizdad, Yousri Bouzok est désormais suspendu à titre provisoire en attendant son passage devant la commission de discipline. Yousri Bouzok pourrait déjà manquer plusieurs rendez-vous avec le CR Belouizdad (CRB). Selon plusieurs sources locales, la commission de discipline a décidé de suspendre provisoirement l'attaquant jusqu'à son audition, après son expulsion lors de la victoire face à l'ES Sétif (1-0). La décision définitive interviendra donc après son passage devant l'instance compétente.



Handball

Le championnat démarre le 2 octobre

Le coup d'envoi du championnat d'Algérie de handball, Excellence A messieurs, initialement prévu le 18 septembre, a été reporté au 2 octobre, a annoncé la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Le championnat d'Excellence A dames connaîtra également un décalage, avec un début désormais fixé au 16 octobre, contre le 9 octobre prévu initialement. La décision a été prise à la suite des demandes formulées par la majorité des clubs, qui ont demandé un délai supplémentaire pour pour-

suivre leur préparation avant le lancement de la nouvelle saison.

La Supercoupe d'Algérie messieurs et dames ouvrira finalement le bal des compétitions nationales le 25 septembre, soit une semaine avant le début du championnat masculin. La FAHB a, par ailleurs, appelé les clubs de l'Excellence A (messieurs et dames) à finaliser leurs dossiers d'engagement et à les déposer auprès du secrétariat de l'instance fédérale, accompagnés des droits d'engagement.

Rodri révèle : «j'ai choisi le Barça en raison de la génération de joueurs»

Le départ de Rodri de Manchester City a été l'un des principaux feuillets du mercato estival, le milieu de terrain de 30 ans ayant troqué l'Angleterre pour la Liga, choisissant de rejoindre le FC Barcelone malgré le vif intérêt de son grand rival, le Real Madrid.



Le lauréat du Ballon d'Or 2024 a assuré que son choix avait été entièrement dicté par des raisons sportives. Plutôt que de se laisser influencer par des offres financières ou par le bruit extérieur, Rodri a donné la priorité au projet tactique mis en place par l'entraîneur du FC Barcelone, Hansi Flick, et le directeur sportif Deco. S'exprimant auprès de Mundo Deportivo, Rodri a détaillé la façon dont son départ de Manchester City a naturellement pris forme avant que le club catalan ne passe à l'action. «Ça a été un processus, plutôt qu'une décision», a-t-il expliqué. «D'abord, il faut se rendre compte que votre temps là-bas est arrivé à sa fin et que vous avez peut-être envie d'un nouveau défi. À partir de là, au moment où l'opportunité Barcelone s'est présentée, j'ai compris que c'était la meilleure chose pour moi pour de nombreuses raisons.» Le milieu de terrain était très convoité par le Real Madrid, ce qui a rendu sa destination finale difficile à avaler pour le club madrilène. Toutefois, Rodri a souligné que l'effectif enthousiasmant du Barça et sa direction ont fait pencher la balance. «J'ai tou-

jours fondé mes décisions sur des considérations sportives : là où je pense que je pourrai gagner, être heureux et, surtout, progresser en tant que joueur», a-t-il ajouté. «Et c'est pour cela que j'ai choisi le Barça, aussi en raison de la génération de joueurs qu'ils ont et de ce que Hansi construit là-bas. Au final, Deco et Hansi, au sommet de l'organisation, m'ont convaincu.»

Rejeter le géant du Bernabéu a malgré tout été un lourd fardeau pour l'international espagnol. Une ambiance familiale sans le battage médiatique

«J'ai dû peser beaucoup de choses et prendre une décision aussi importante entre deux des meilleurs clubs du monde», a-t-il souligné. «Au final, j'ai pris ma décision sur des considérations sportives, sur ce qui suscitait un peu plus d'enthousiasme chez moi et sur le fait de comprendre où je pouvais le plus gagner et le plus progresser en tant que joueur. Ce n'était pas du tout une décision facile ; dire non à Madrid n'a pas été facile, surtout qu'ils m'ont traité de manière exceptionnelle.» Au-delà de la tactique, la stratégie de

recrutement du Barça a profondément trouvé un écho chez le milieu sentinelle. Il a souligné que le club ne lui a jamais forcé la main, créant un environnement accueillant qui faisait «très chaleureux, comme un club familial». «A aucun moment ils ne m'ont mis la moindre pression ; tout le monde a exprimé son envie de me voir rejoindre le projet, de travailler ensemble et de voir ce que je pouvais apporter à l'équipe », a déclaré Rodri. « Il s'agissait davantage du football en lui-même, de ce qu'ils comprenaient que je pouvais apporter sur et en dehors du terrain, et cela m'a beaucoup plu. » Son transfert est également intervenu dans la foulée du boycott très médiatisé par le Real Madrid de la cérémonie du Ballon d'Or, où Rodri a devancé Vinicius. Cependant, le milieu de terrain a écarté l'idée que cette controverse ait eu un impact sur son transfert. «Quiconque me connaît sait que j'essaie de prendre mes distances avec ce genre de choses, comme l'emballage médiatique », a-t-il conclu. « Je me concentre sur le football. En ce sens, je suis très anglais, non ? La Premier League, c'est le football et pas grand-chose d'autre.»

AS ROME Gasperini compare Balerdi à Baresi

Après avoir connu des moments difficiles en France, Leonardo Balerdi revit en Italie. Après six ans à l'Olympique de Marseille dont des derniers mois très compliqués, le défenseur argentin a rejoint l'AS Rome sous forme de prêt avec option d'achat obligatoire lors du

dernier mercato estival. Et dès son premier match, face à l'Atalanta (2-1), le défenseur a impressionné de l'autre côté des Alpes. Une véritable renaissance qui n'a pas échappé à son entraîneur Gian Piero Gasperini, après une nouvelle prestation aboutie de l'ancien phocéen, titulaire pour la première fois avec les Giallorossi ce lundi lors de la victoire sur la pelouse du Torino (0-2). Au micro de DAZN, le technicien italien y est même allé de sa comparaison très flatteuse avec... la légende de Franco

Baresi. «A qui me fait-il penser ? C'est un défenseur très fort, moderne et vélocité. Je ne peux pas me permettre de citer certains noms. La référence absolue au poste de défenseur central, c'est évidemment Baresi. Sans vouloir les comparer, dans sa façon d'interpréter le rôle, son agressivité, sa vitesse dans les retours défensifs et sa participation au jeu, Baresi était le numéro 1 absolu et personne ne peut le toucher. Mais en termes de caractéristiques, Balerdi est un défenseur qui possède ce type de qualités», a commenté Gasperini.

Bolivie

Un gardien menacé de mort

Le gardien Ferrel a débuté la rencontre de la 19e journée à l'Estadio Municipal de Villa Ingenio, mais a été remplacé avant la mi-temps après avoir encaissé trois buts. Always Ready s'est finalement imposé 6-0 avec autorité grâce à une prestation offensive dominante. Cependant, le résultat final a immédiatement fait l'objet d'un examen minutieux après des révélations alarmantes concernant la grave intimidation dirigée contre les visiteurs avant le coup d'envoi. S'exprimant après le match, l'entraîneur principal de Guabira, Eguez, a révélé publiquement les demandes d'extorsion visant le gardien et sa famille proche. Condamnant cette intimidation, Eguez a déclaré, comme le rapporte Associated Press: «Nous ne pouvons pas mener une analyse sérieuse quand des menaces de mort sont en jeu. Il se passe quelque chose de suspect et cela doit faire l'objet d'une enquête. Le sport a été entaché. Mon gardien a reçu des menaces contre sa vie, celle de sa femme et de sa mère. On lui a dit que s'il ne payait pas une somme précise ou n'encaissait pas trois buts, elles seraient tuées.» Le syndicat des footballeurs professionnels boliviens (Fabol) et l'équipe juridique du club Always Ready ont tous deux appelé les autorités à intervenir et à déterminer la validité du résultat du match. Réclamant une action décisive des forces de l'ordre, le secrétaire général de Fabol, David Paniagua, a déclaré: «Ce qui est arrivé aux joueurs de Guabira ne peut pas rester sans enquête. Un précédent clair doit être établi dans le football bolivien.»

ALLEMAGNE

Matthäus prédit des changements avec Klopp

Jürgen Klopp annoncera jeudi sa première liste en tant que sélectionneur. La question du gardien, entre autres, reste ouverte. Lothar Matthäus a avancé à ce sujet une thèse audacieuse. Le recordman des sélections a retenu quatre candidats dans sa chronique pour Sky. Parmi eux figure aussi Marc-Andre ter Stegen, de l'Ajax Amsterdam, qui pourrait prendre la succession de Manuel Neuer, une nouvelle fois revenu sur sa retraite. Matthäus part du principe «qu'il sera assurément de la partie», a-t-il écrit, avant de souligner: «S'il continue d'afficher ce niveau à Amsterdam, c'est un candidat au poste de numéro un dans le but

allemand.» À long terme, Matthäus voit Jonas Urbig, du Bayern Munich - où il est le numéro deux derrière Neuer lors de ce qui devrait être la dernière année de ce dernier - comme l'avenir dans les cages allemandes, que la DFB doit «construire», afin d'avoir un numéro un clairement identifié lors des tournois à venir. En termes d'âge, c'est celui qui peut disputer le plus de tournois. Il a par ailleurs cité Loris Karius du FC Schalke 04 et Noah Atubolu de l'Eintracht Francfort. Au total, selon Matthäus, sept ou huit gardiens seraient en lice pour une nomination. Aux côtés du quatuor mentionné, Alexander Nübel (Besiktas Istanbul), Finn Dahmen (FC Augs-

bourg), Mio Backhaus (SC Fribourg) et Oliver Baumann (TSG Hoffenheim) ont récemment aussi été évoqués. Karius aurait avant tout «de bonnes chances» d'être appelé si l'on s'en tenait au principe de performance. «La saison dernière, il a été exceptionnel dans les buts et a joué un rôle déterminant dans la montée de Schalke.» Même après la montée, comme par exemple lors du 0-0 contre le Bayern Munich, il a prouvé sa classe. «Le passé qu'il a vécu avec Klopp à Liverpool devrait rester dans un tiroir», a ajouté Matthäus, faisant ainsi référence à un moment charnière dans la carrière de Karius. Jusqu'en 2018, Karius avait gardé régulièrement les buts de Li-

verpool sous Klopp, avant de commettre une énorme erreur lors de la finale de la Ligue des champions cette année-là contre le Real Madrid, coûtant finalement à son équipe le trophée aux grandes oreilles. S'ensuivirent alors des prêts à Besiktas Istanbul puis à l'Union Berlin, avant que l'actuel joueur de 33 ans ne quitte définitivement les Reds librement en 2022. Lors de son passage sur le Bosphore, sa relation avec Klopp s'est refroidie, selon un article de kicker, raison pour laquelle il n'a plus jamais disputé le moindre match sous les ordres de Klopp. En janvier 2025, il a signé à Schalke, ce qui s'est révélé être un coup de chance pour toutes les parties concernées.

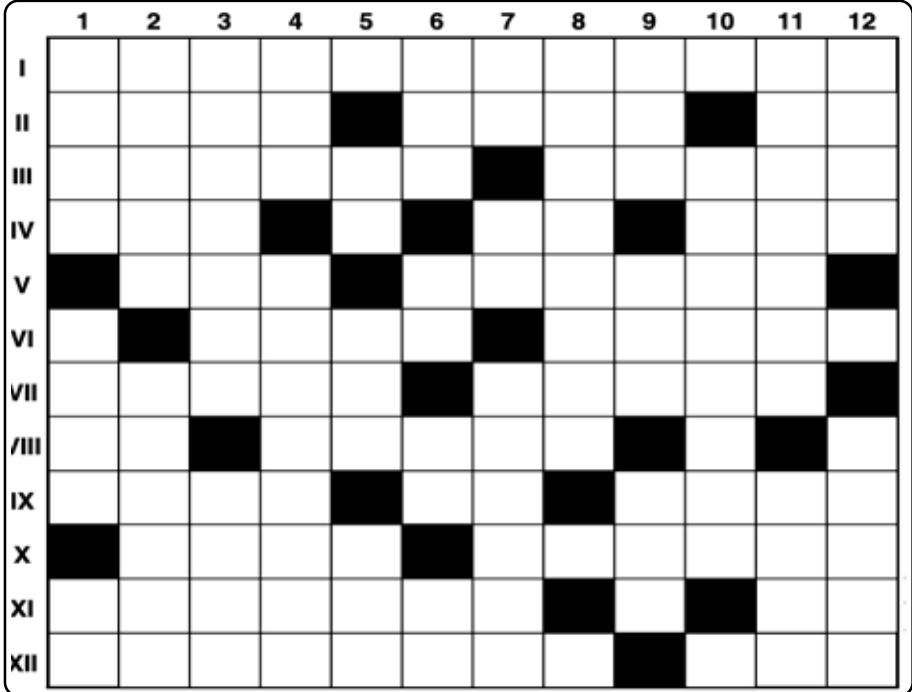
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Champion désigné porte-drapeau de l'équipe de France pour les JO d'hiver 2014.
II. Un composant de l'urine. Abimas. Caprice d'enfant. III. Slalomeur qui fera partie de la délégation française. Etouffe. IV. Un ingrédient de base pour la neige de culture. Négation. A monter soi-même. V. Sans-abri. Patineur de vitesse français très prometteur. VI. Chapitre biblique. Pas un. VII. Blonde ou aux blanches mains. A quitté le droit chemin. VIII. Se jette dans l'Adriatique. Nationalité à l'honneur pour ces JO d'hiver 2014. IX. Sédécouvre à marée basse. Coutumes. A accueilli les JO d'hiver 1952. X. Couleur primaire. Diaprai. XI. Roi d'Egypte. Ça en fait, des belles médailles ! XII. Slalomeur qui fera partie de la délégation française. Tente le coup.

VERTICALEMENT

1. Discipline aux JO d'hiver. En snowboard, on n'en utilise que la moitié. Une discipline qui fut sport de démonstration aux JO d'Albertville. 2. Ville du Nord. Ville d'accueil des JO d'hiver 2014. 3. Une station de ski dans le Vercors. – Demande d'écoute. 4. A cours au Japon. Biathlète français médaillé d'argent à Vancouver 2010. 5. Chemin de randonnée. Situé au milieu. Presque noir. 6. Fait avancer la bête. Césium. Appris. Sans doublage. 7. Champion. Théâtre nippon. Entre les roues. 8. Discipline aux JO d'hiver. 9. Lettre grecque. Exécuta. Bête de jeu. 10. Discipline aux JO d'hiver. 11. Sousentend. A pour capitale Vientiane. 12. Discipline aux JO d'hiver. Une mer qui borde Sotchi.



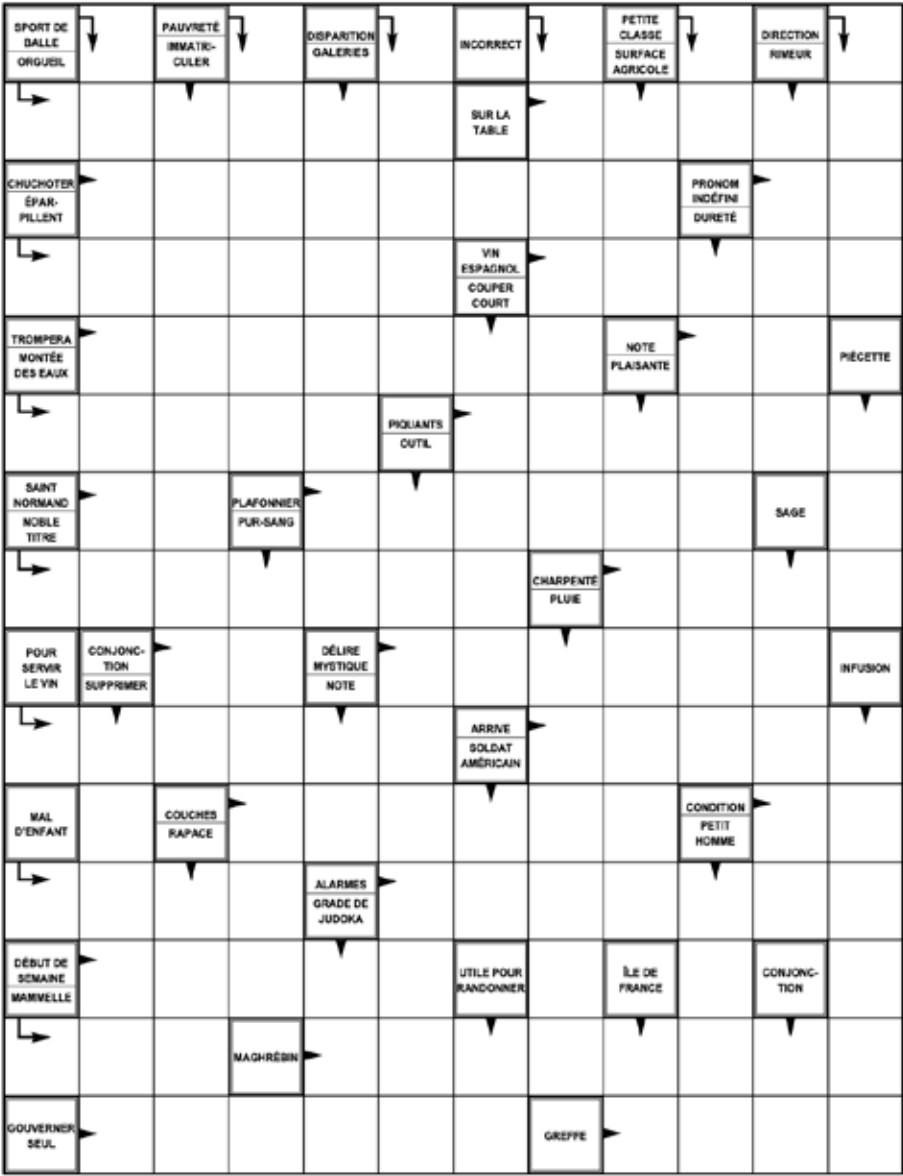
MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : croquemitaine

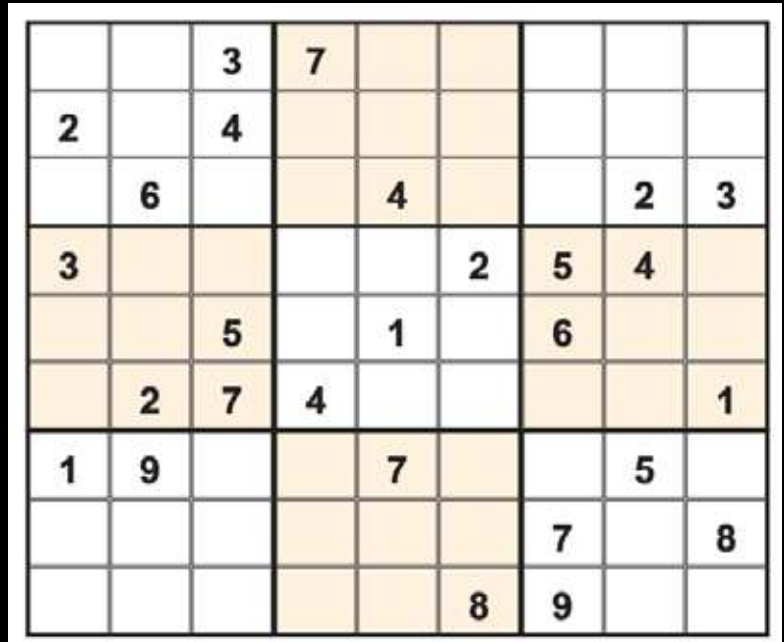
- AGENT
ARDOISE
BADIGEON
BAMBOU
BASALTE
BETON
BRIQUE
BUCHE
CALCAIRE
CHEVRON
CIMENT
COLOMBAGE
- CORDEAU
CREPIR
DALLAGE
DILUTION
ENDUIT
ETAGE
GABARIT
GAUCHE
GRANIT
GRAVIER
HERISSON
JOINT
- LEZARDE
LINGE
LINTEAU
MACON
MARBRE
MICRON
MOELLON
MORTIER
ORTIE
PIERRE
PLAFOND
PLATRE
- POUTRE
SABLE
SOLIVE
TAILLEUR
TALOCHE
TOQUE
TORCHIS
TRUELLE
TUILE



LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



GRAND PRIX ASSIA DJEBAR DU ROMAN

Neuf romans en lice

La huitième édition du Grand Prix Assia Djebbar entre dans sa dernière étape. Sur 155 œuvres soumises au jury, neuf finalistes ont été retenus, à raison de trois romans en arabe, en tamazight et en français.



NASSIM TERKI

La huitième édition du Grand Prix Assia Djebbar du roman entre dans sa dernière ligne droite. Sur les 155 œuvres présentées au jury, neuf restent en compétition, soit trois romans en arabe, trois en tamazight et trois en français.

La sélection finale de la huitième édition du Grand Prix Assia Djebbar du roman a été annoncée hier à Alger. Les membres du jury se sont réunis au siège de la chaîne de télévision AL24 pour dévoiler les neuf romans retenus pour cette nouvelle étape du prix organisé par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP). Cette édition a enregistré une participation importante. Au total, 155 œuvres ont été soumises au jury : 79 en arabe, 63 en français et 13 en tamazight. Un niveau de participation qui illustre, selon le président du jury, le professeur à l'université de Tlemcen et poète Hakim Miloud, «la vitalité» du genre romanesque en Algérie.

Le travail de sélection s'est déroulé en deux étapes. Une première liste avait permis de retenir 26 œuvres, dont dix en arabe, dix en français et six

en tamazight. Après un nouvel examen des textes, le jury a arrêté la liste des neuf finalistes.

Dans la catégorie arabe, les trois romans retenus sont Aârach eddem de Hocine Allam, publié chez Dar Khayal, Errefraf, sirat al-djabal al-Ostouria de Sara Mohamed Maarich, aux éditions Nemoris, et Am al-rahma de El-Kheir Chouar, publié chez Barzakh.

Pour la littérature amazighe, la sélection finale comprend D Asderfef de Chabbha Ben Gana, publié chez Imtidad, ainsi que Tiyri n Tudert de Siham Harikenchikh et Aggus de Farida Sahoui, tous deux parus aux éditions Talsa.

La sélection en langue française réunit, de son côté, Hajar Bali pour Partout, le même ciel, Sarah Haidar pour Aménorrhée, tous deux publiés chez Barzakh, et Hosni Kitouni pour Ce que la mort m'a pris de toi, paru aux éditions Casbah.

Trois langues, trois lauréats

Le président du jury, Hakim Miloud, a expliqué que le choix des finalistes s'est appuyé notamment sur «l'exigence artistique, le souffle narratif et la capacité des textes à inscrire leurs récits dans une réalité algérienne en constante évolution».

La mémoire, l'histoire et les mutations de la société constituent ainsi plusieurs des axes qui traversent les œuvres examinées par le jury.

La composition du jury a été établie selon les trois langues du concours. Pour l'arabe, il réunit Mustapha Madi, Hamid Bouhabib et Cherif Meribai. Le volet amazigh est assuré par Ahcène Merich, Kessila Aliq et Idir Belali. La sélection francophone est confiée à Maïssa Bey, Meriem Kmach et Leïla Hamoutene.

Avec cette huitième édition, le Grand Prix Assia Djebbar poursuit son objectif de mettre en valeur la création romanesque algérienne dans ses différentes expressions linguistiques. La participation enregistrée cette année et la diversité des œuvres proposées témoignent d'une production littéraire qui continue de se renouveler, entre mémoire, identité, réalités sociales et questionnements contemporains.

La dernière étape consistera désormais à désigner les trois lauréats, à raison d'un prix pour chacune des trois langues du concours. Le prochain palmarès viendra ainsi enrichir l'histoire d'une distinction littéraire portant le nom de Assia Djebbar, figure majeure de la littérature algérienne.

CINEMARKET 2026

Dix projets à la conquête de la post-production

Après une première édition, le CineMarket poursuit son rendez-vous avec les professionnels du septième art. Pour cette deuxième édition, prévue du 7 au 11 décembre prochain à l'Office Riadh El Feth, le dispositif met l'accent sur la post-production, avec un programme destiné aux courts et longs métrages en cours de finalisation. Les projets candidats doivent impérativement avoir atteint le stade de la fin du montage image (picture lock). Ils peuvent appartenir à trois catégories : fiction, documentaire ou animation. Le programme s'adresse aux sociétés de production nationales. Pour les courts métrages, la durée exigée est comprise entre 5 et 59 minutes. Les longs métrages doivent, pour leur part, atteindre une durée minimale de 60 minutes. Au total, dix projets seront retenus à l'issue de la sélection. Leurs porteurs bénéficieront d'un accompagnement professionnel personnalisé, comprenant notamment des conseils et des rencontres individuelles avec des professionnels du cinéma de renommée nationale et internationale. À travers ce programme, le CineMarket entend accompagner les œuvres dans leur dernière phase de réalisation et favoriser leur accès aux réseaux professionnels. Le dispositif accorde également une place importante à l'ancrage algérien des projets, avec l'objectif de mettre en avant les compétences nationales et de contribuer au développement de l'écosystème cinématographique local. Les œuvres présentées devront ainsi être réalisées essentiellement avec la participation d'auteurs, d'acteurs principaux, de techniciens et de collaborateurs de création algériens. Les dix projets sélectionnés seront présentés et discutés avec le jury lors de séances de travail programmées les 10 et 11 décembre à Alger. Ces rencontres seront réservées exclusivement aux professionnels accrédités et ne seront donc pas accessibles au grand public. Deux distinctions seront attribuées à l'issue de ces travaux : le prix post-production long-métrage et le prix post-production court-métrage. Au-delà de la compétition, le CineMarket se veut également un espace de rencontres entre professionnels autour des projets en cours de post-production. Il doit permettre de développer les échanges dans plusieurs secteurs, notamment la production, la coproduction, la vente, l'achat et la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles. La participation au CineMarket ainsi que l'accréditation sont gratuites. Les candidatures doivent être introduites à travers le formulaire officiel disponible en ligne. La confirmation des accréditations et des projets sélectionnés est prévue le 30 octobre 2026. Les professionnels intéressés disposent, eux, jusqu'au 20 octobre pour soumettre leur candidature.

SÉRIE ANIMÉE

Djeha revient à l'écran

La Délégation de l'Union européenne en Algérie a présenté, dimanche soir à Alger, en avant-première, la série animée Djeha le Magnifique. Organisée à Fantasia Land, la soirée a permis au public de découvrir quatre épisodes tournés dans plusieurs régions du pays et consacrés à l'un des personnages les plus connus de la tradition populaire algérienne et méditerranéenne. La série entraîne les spectateurs dans différents décors algériens, de Ghardaïa à La Casbah d'Alger, en passant par la Kabylie et Timimoun. Les quatre épisodes ont été projetés sur grand écran au cours d'une soirée conçue autour de l'univers de Djeha. La particularité de cette présentation résidait également dans son dispositif scénique. Entre les projections, des comédiens intervenaient au milieu du public, faisant ainsi le lien entre les scènes projetées et le spectacle vivant. Une mise en scène qui fait écho au centenaire de la première pièce écrite et jouée en

arabe dialectal par Allalou en 1926 au Théâtre national. Prenant la parole à l'ouverture de la soirée, l'ambassadeur de l'Union européenne, S.E.M. Diego Mellado Pascua, a annoncé une rencontre destinée à «vous surprendre, de vous émerveiller, peut-être même de vous émouvoir un peu». Revenant sur le choix de Djeha, il a rappelé que le personnage constitue «une légende de la tradition orale et populaire en Algérie, mais aussi dans toute la Méditerranée et en Europe». Dans sa déclaration officielle, il a également souligné la dimension culturelle du projet, se félicitant que celui-ci ait permis de mettre en évidence «le potentiel des collaborations artistiques qui peut exister entre l'Europe et l'Algérie». Il a ajouté que «La culture est un pilier de la coopération entre l'Algérie et l'UE et reste plus que jamais le lien qui nous rapproche».

Une histoire née en Italie

Le producteur italien Simone Petroni a, pour sa part, évoqué l'origine du projet, qui remonte à près de vingt ans. C'est en Italie qu'il découvrit Djeha dans sa «version arabo-sicilienne». Une découverte qui l'a conduit à constater les nombreuses similitudes entre les récits associés au personnage selon les pays : «Si les noms changent, si les paysages et les langues changent, les histoires, elles, se ressemblent beaucoup». Un premier épisode-pilote avait été financé en 2009, avant que le projet ne reste pendant plusieurs années sans suite. Il connaîtra finalement une nouvelle étape en Algérie. Pour Simone Petroni, ces récits dépassent les frontières et les différences culturelles. «Ce que nous pensons, c'est que ces histoires qui, pendant des siècles, nous ont fait rire, rêver et pleurer, prouvent que nous ne sommes pas aussi différents qu'on le croit», a-t-il expliqué. Une aventure algéro-européenne. Le réalisateur algérien Djilali Beskri, qui a porté

le projet avec son équipe de Dynamic Art Vision, a également fait part de son enthousiasme. «J'étais très enthousiaste quand on m'a impliqué dans cette aventure, parce que peu importe comment son nom résonne dans les différents pays de la Méditerranée, je trouve ce personnage universel», a-t-il déclaré. À travers cette production, les équipes algériennes et européennes ont ainsi choisi de s'appuyer sur une figure commune aux traditions populaires de plusieurs régions méditerranéennes. «Cela montre à quel point nous nous ressemblons tous», a conclu Djilali Beskri. La soirée s'est terminée avec une prestation musicale du groupe Izlan, qui a repris des contes issus du folklore chaoui. Une dernière séquence placée dans un décor inspiré de l'univers de Djeha, avant de clore cette présentation consacrée à un personnage présent dans les récits populaires de l'Algérie jusqu'à la Sicile.

Rédaction Culturelle

Trait d'esprit

“Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire viennent aisément.”

Nicolas Boileau

Le couscous à l'honneur à Tizi Ouzou

La deuxième édition du Festival du couscous algérien se tiendra les 15, 16 et 17 octobre prochain au parc Tamaghra, à Tizi Ouzou, sous le slogan « Le couscous nous rassemble ! » Cette manifestation nationale mettra à l'honneur le couscous comme patrimoine vivant, symbole d'identité culturelle et fruit d'un savoir-faire transmis à travers les générations. L'édition de cette année réunira des représentantes des 69 wilayas, chacune étant représentée par deux femmes chargées de faire découvrir les variétés, les recettes et les techniques propres à leur région. Durant trois jours, le public pourra visiter une exposition d'artisanat et de produits du terroir, découvrir les différentes formes de couscous algérien et participer à des ateliers, dont « Dessine mon couscous » et « Je roule ma semoule ». Le programme prévoit également des conférences, des témoignages, des rencontres et des animations avec des troupes traditionnelles. Un concours national sera par ailleurs organisé au profit des restaurants, hôtels, écoles de formation, traiteurs, salles des fêtes et jeunes talents. Les meilleurs participants recevront les trophées « Graine d'Or », ainsi que des médailles d'argent et de bronze et des tableaux d'honneur. Ouvert au grand public de 9 h à 21 h, le festival entend réunir femmes, artisans, professionnels, institutions, médias et visiteurs autour d'un patrimoine commun, dans un esprit de transmission, de partage et de célébration de la diversité culinaire algérienne.

R. N.

Secousse tellurique à Batna

Hier, une secousse tellurique de magnitude 3,6 sur l'échelle de Richter a été enregistrée par le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). Le Centre a indiqué que cette secousse s'est produite à 1 h 39 et que son épicerie se situait à 2 kilomètres à l'est de la commune d'Aïn Laloui, dans la wilaya de Bouira.

Tlemcen : saisie de 75 kg de kif

Les services des Douanes de Tlemcen ont réussi, en coordination avec l'Armée nationale populaire (ANP), à saisir 75 kg de kif traité et à arrêter trois personnes, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction régionale des Douanes de Tlemcen. Selon la même source, l'opération a été menée par les éléments de la brigade mobile régionale de lutte contre les stupéfiants des Douanes, en coordination avec la brigade mobile des Douanes de Ghazaouet et des éléments de l'Armée nationale populaire relevant de la 2e région militaire, à la suite d'une embuscade tendue dans la wilaya de Tlemcen. L'opération a permis l'arrestation de trois personnes qui se trouvaient à bord d'un véhicule transportant cette drogue, a fait savoir la même source, ajoutant que les suspects ont été interpellés et présentés devant les autorités judiciaires compétentes.

Il tiendra une conférence ce jeudi Hemdani, premier grand oral avant le baptême du feu

C'est ce jeudi à partir de 15h00, au stade Nelson-Mandela, que Hemdani animera sa première conférence de presse depuis sa nomination. Très attendu, ce rendez-vous sera également l'occasion pour le technicien de dévoiler sa première liste et de justifier ses choix en prévision du prochain stage. Les interrogations ne manqueront certainement pas autour des joueurs convoqués, des éventuelles nouveautés, des absences, mais aussi de la philosophie qu'il compte instaurer au sein d'un groupe appelé à entamer un nouveau cycle. Au-delà des noms qui seront annoncés, c'est surtout la vision du nouveau sélectionneur qui sera scrutée. Après son arrivée à la tête des Verts, Hemdani devra expliquer les raisons qui ont convaincu la Fédération algérienne de football de lui confier cette mission, mais également présenter les grandes lignes de son projet sportif. Sa gestion de la transition, le renouvellement de l'effectif et la place accordée aux nouveaux éléments constitueront autant de sujets susceptibles d'être abordés face aux journalistes.

Deux rendez-vous pour lancer le nouveau cycle

Hemdani n'aura toutefois pas le temps de s'attarder sur les considérations théoriques. Son premier rassemblement sera immédiatement placé sous le signe de la compétition avec deux rencontres des éliminatoires de la CAN 2027, programmées à quelques jours d'intervalle. Pour leur entrée en lice dans le groupe I, les Verts recevront la Zambie le vendredi 25 septembre à partir de 20h00 au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi Ouzou. Une première sortie à domicile qui permettra au nouveau staff de mesurer rapidement le degré d'adhésion du groupe à ses principes. Quatre jours plus tard, le mardi 29 septembre, l'Algérie prendra la direction de Bujumbura pour affronter le Burundi à partir de 14h00, heure algérienne. Un déplacement qui constituera un deuxième test, dans un contexte forcément différent, et qui exigera une bonne gestion de l'effectif et de la récupération.

H. M.

Alger

Deux suspects arrêtés dans une affaire de vols de véhicules

Les services de la Sûreté d'Alger ont récemment arrêté deux individus soupçonnés d'appartenir à un réseau criminel organisant des vols de véhicules. Selon un communiqué, cette opération a été réalisée par la brigade mobile de la police judiciaire de Bab Ezzouar, suite à plusieurs plaintes déposées par des citoyens victimes de vols. Les enquêtes menées par la police, en collaboration avec le parquet, ont permis de localiser

les suspects et de récupérer deux voitures signalées comme volées. Les investigations ont révélé que ce réseau criminel opérait sur l'ensemble du territoire national. Après avoir accompli les démarches légales, les deux hommes ont été présentés au procureur de la République près le tribunal de Dar El Beïda pour formation d'un réseau spécialisé dans le vol de véhicules et de leurs accessoires.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

OUVERTURE AUJOURD'HUI DE LA SESSION ORDINAIRE DU PARLEMENT PLF 2027, pouvoir d'achat et réformes : les grands enjeux sur la table

Le Parlement entame aujourd'hui une nouvelle session ordinaire qui s'annonce particulièrement dense, au regard du nombre et de l'importance des textes qui seront soumis à l'examen des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) et des membres du Conseil de la nation.

Les deux chambres s'apprêtent ainsi à engager un calendrier législatif chargé, avec plusieurs textes à caractère stratégique inscrits à l'ordre du jour. Le projet de loi de finances 2027 figure en tête de cet agenda et devrait constituer l'un des principaux temps forts de la session. À travers ce texte, les parlementaires seront appelés à examiner les grandes orientations des politiques publiques dans plusieurs secteurs, notamment les domaines social, éducatif et sanitaire, ainsi que les dispositifs liés à l'économie et au développement. Les débats devraient également permettre aux différentes formations politiques de faire valoir leurs priorités et leurs propositions. Le FLN entend, pour sa part, placer les préoccupations des citoyens au cœur des travaux parlementaires, avec une attention particulière accordée au projet de loi de finances. La formation appelle à une participation effective à la mise en œuvre des projets et des politiques pu-

bliques, dans le respect des orientations de l'État et des engagements du parti. Le Front El Moustakbal affiche également sa détermination à prendre une part active aux travaux de cette session. Son groupe parlementaire à l'APN entend faire preuve de discipline, d'engagement et de rigueur, aussi bien lors de l'examen des projets de loi qu'au sein des différentes commissions. De son côté, le parti TAJ souhaite voir cette session accélérer l'examen et l'adoption des textes destinés à accompagner les réformes engagées par l'État. Parmi les priorités mises en avant figurent notamment la préservation du pouvoir d'achat, la création d'emplois, la promotion de l'investissement productif, le développement local, la modernisation des services publics et la consolidation de la cohésion sociale. La formation appelle également le Parlement à exercer pleinement sa mission de contrôle de l'action gouvernementale, dans un cadre fondé sur la responsabi-



té, la transparence et l'efficacité. Au-delà de l'examen du projet de loi de finances 2027, cette session apparaît ainsi comme un rendez-vous important pour l'évaluation et l'accompagnement des politiques publiques. Les formations parlementaires entendent y défendre leurs priorités et contribuer, chacune selon son approche, à la mise en œuvre des réformes et à la consolidation des acquis, avec pour objectif affiché de renforcer le développement du pays et de répondre aux attentes des citoyens.

R. N.

BÉJAÏA

Colloque national consacré à Abderrahmane Farès

PAR BOUALEM B.

L'association Étoile culturelle d'Akbou, en partenariat avec l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa, organise, le 3 octobre prochain, un colloque national consacré à la trajectoire politique d'Abderrahmane Farès, figure majeure de la transition ayant conduit l'Algérie à l'indépendance. Intitulée « Abderrahmane Farès : trajectoire politique d'un homme d'État entre engagement, gouvernance et dialogue », cette rencontre entend rouvrir un important chantier historiographique consacré à une période marquée par les négociations, les équilibres fragiles et les lourdes responsabilités politiques qui ont accompagné les premiers pas de l'Algérie indépendante. Les organisateurs souhaitent faire de ce colloque un espace de dialogue entre historiens, chercheurs, enseignants et doctorants. Les participants seront invités à confronter leurs approches, à revisiter les archives et à approfondir les connaissances sur le parcours d'un acteur politique dont le rôle demeure encore insuffisamment étudié. Les travaux porteront notamment sur l'action d'Abderrahmane



Farès avant et pendant la guerre de Libération nationale, ainsi que sur son rôle à la tête de l'Exécutif provisoire. Son engagement politique, ses mandats électifs, sa vision de la gouvernance, sa culture du dialogue et sa contribution à la construction de l'État algérien seront également examinés. Une attention particulière sera accordée à son activité durant la période précédant 1954. Au cours de ses mandats électifs, Abderrahmane Farès avait notamment œuvré en faveur du développement de l'Algérie et de son économie, tout en défendant l'amélioration des conditions sociales des Algériens. Le colloque consacrera également un espace à ses écrits, notamment à ses mémoires, La cruelle vérité, ainsi qu'à ses textes publiés dans plusieurs revues et organes spécia-

lisés, parmi lesquels L'Édile algérien, Algérie industrielle et commerciale, France outre-mer et Documentation et enquêtes algériennes. Les communications s'articuleront autour des thèmes suivants : les mandats électifs d'Abderrahmane Farès, de 1945 à 1955, Abderrahmane Farès et son engagement dans la guerre de Libération nationale, Abderrahmane Farès à la tête de l'Exécutif provisoire, Sa gestion politique et économique à l'aube de l'indépendance, Les écrits d'Abderrahmane Farès. À travers cette manifestation scientifique, l'association Étoile culturelle d'Akbou et l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa entendent encourager la recherche académique, préserver et valoriser la mémoire nationale, tout en transmettant aux nouvelles générations une lecture approfondie du parcours des grandes figures ayant marqué l'histoire du pays. Le colloque sera présidé par le professeur Ouatmani Settari, de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa. Le comité scientifique est composé des professeurs Ait Meddour Mahmoud, Salhi Mezhoura et Ahmed Messaoud Sid Ali, ainsi que de Zidine Kacimi, Dr Merdjaa Aïcha et Zerkaoui Nouridine.. ■